Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°44

octobre-décembre 2026

Mouvements et initiatives populaires

Table des matières

Profondeville : des néo-paysans réinventent la ferme collective....3
Le Mouvement d'Action paysanne (MAP) et nous....7
Newsletter du réseau Occupons le Terrain....14
Jean Ziegler – In Memoriam. « Où est l'espoir ? »....40
La Fabrique de l'écologie populaire....41
Le jardin partagé, une « porte de sortie » pour les habitants des quartiers populaires....42
L'Axe de la Résistance contre la tyrannie des algorithmes – Entretien avec Ignacio Ramonet....47
Exode décroissant : quitter la métropole pour la Biorégion....54
L'écocide capitaliste en débat....57
La Maison-Phare à Dijon : l'éducation populaire en action....60
« Réformiste et radicale » : Pourquoi la lutte contre EuropaCity l'a emporté....64
Haut-lieu de la lutte contre le charbon, le bois de Hambach est désormais protégé....68
Grimper aux arbres, l'alternative écolo à l'accrobranche....70
Cet opérateur téléphonique veut nous éloigner des écrans....75
Pour favoriser la famille Zidane, le maire s'arrange avec les règles d'urbanisme....79
« Un passage en force similaire à l'A69 » : contre l'A412, ils se perchent sur des engins de chantier....84
Nouveaux pesticides interdits chez BASF....87

Profondeville : des néo-paysans réinventent la ferme collective

Sur les hauteurs de Profondeville, entre prairies, cultures et vergers, la journée commence tôt à la Ferme des Arondes. Depuis quelques années, cette ancienne ferme est devenue le terrain d'expérimentation d'un collectif de producteurs qui ont choisi de construire ensemble une autre manière de faire de l'agriculture.



La ferme des Arondes : cultiver demain !

« À la ferme des Arondes, on produit une alimentation diversifiée qui est vendue en circuits courts », explique d'emblée Floriane Heyden, cofondatrice du projet et porteuse d'un atelier d'élevage bovin. « *La ferme rassemble aujourd'hui plusieurs activités complémentaires : maraîchage, boulangerie paysanne, élevage, poules pondeuses, cultures fruitières et petits fruits, notamment. »*

Lancé en 2021 et rendu possible grâce à une vaste mobilisation citoyenne aux côtés de Terre-en-Vue, le projet de la Ferme des Arondes est aujourd'hui bien plus qu'un lieu de production. Face aux défis climatiques, à la disparition progressive des fermes et à la difficulté d'accéder à la terre, il incarne une autre manière de faire de l'agriculture. Produire localement, encourager la biodiversité, préserver les sols, partager les outils et les responsabilités : telles sont les valeurs de ce collectif dont aucun membre n'est issu d'une famille agricole. Ce sont des « nimaculteurs » : « *NIMA, car nous sommes Non Issus du Monde Agricole »*, complète Floriane.



Aucun membre de la ferme n'est issu d'une famille agricole © Tous droits réservés

Au milieu des jeunes bovins qu'elle élève, elle raconte les défis de cette reconversion. « *J'ai toujours voulu produire de la nourriture. Mais comme nous ne sommes pas issus du milieu agricole, nous avons beaucoup à apprendre. On ressent beaucoup d'humilité ! Autour de nous, il y a beaucoup d'agriculteurs qui ont évidemment énormément d'expérience et qui nous aident pour certains travaux. Nous sommes vraiment très contents parce que nous nous rendons compte qu'il y a encore énormément de choses à apprendre.* »



Dans ses serres, Sébastien Petit cultive uniquement des légumes de saison © Tous droits réservés

Pendant ce temps, dans les serres de la ferme, Sébastien Petit, maraîcher, prépare les futures récoltes. Sur un hectare et demi entouré d'arbres, de haies et d'espaces favorables à la biodiversité, il cultive des dizaines de variétés de légumes en suivant le rythme des saisons. « *On ne fait que des légumes de saison. Et on est vraiment attachés à ça. L'objectif est d'encourager la consommation de légumes locaux et de saison. Du coup, on essaie de faire un maximum de choses et nous cultivons entre 60 et 70 légumes différents.* »



À la ferme des Arondes, l'agroécologie guide les pratiques quotidiennes pour produire durablement tout en préservant les équilibres naturels © Tous droits réservé**s**

Ici, le sol est considéré comme un patrimoine vivant. L'agroécologie guide les pratiques quotidiennes avec un objectif : produire durablement tout en préservant les équilibres naturels. « *Sans ça, rien ne pousserait ou ne serait bon. La terre est travaillée avec beaucoup d'apports et beaucoup de patience. On essaie de perturber au minimum la vie du sol et, au contraire, de l'encourager grâce à des apports réguliers de matières organiques. Les organismes du sol s'organisent, se déplacent, se reproduisent, se nourrissent, et tout cela améliore sa qualité. En se concentrant sur le sol, les plantes poussent naturellement bien.* »



© Tous droits réservés

À travers ces pratiques, les producteurs cherchent à renforcer la résilience de leurs cultures face aux sécheresses, aux fortes pluies et aux autres conséquences du changement climatique. À la Ferme des Arondes, l'agriculture devient un projet de société. Une façon de repenser notre rapport à la terre, à l'alimentation et à celles et ceux qui nous nourrissent.



Dès l'aube, Camille Eickhoff, boulangère et cofondatrice du projet, prépare ses pains au levain © Tous droits réservés

Dès l'aube, Camille Eickhoff, boulangère et cofondatrice du projet, prépare ses pains au levain, en partie avec les céréales cultivées sur la ferme. « *Voir tout le processus clairement, on se dit que ça a beaucoup plus de sens. On sait d'où ça vient, avec quoi on nourrit les gens, et quelle est la qualité du produit. C'est un projet qui est assez engagé socialement. On aimerait tendre vers une société plus durable, plus solidaire, avec davantage de liens humains. On essaie déjà de le mettre en pratique entre nous et puis que cela percole un peu au-delà.* »



Nils Mertens développe une activité de poules pondeuses et de culture de baies de goji © Tous droits réservés

Plus loin, Nils Mertens développe son activité de poules pondeuses et de culture de baies de goji. Son installation illustre une autre dimension du projet : permettre à de nouveaux agriculteurs de se lancer grâce à la force du collectif. « *Je ne me serais jamais lancé seul. J'avais besoin d'un système soutenu par un collectif. En individuel, ce n'est pas gérable sur le long terme, surtout lorsqu'on travaille avec des animaux. On voit que beaucoup de personnes sont fortement épuisées dans le secteur.* »



Mutualiser les investissements, partager les compétences et rompre l'isolement, autant d'atouts pour construire une agriculture durable © Tous droits réservés

Mutualiser les investissements, partager les compétences et rompre l'isolement constituent autant d'atouts pour construire une agriculture durable. « *En collectif, on arrive à produire une alimentation durable et de qualité, tout en restant ancrés dans le tissu local, tant au niveau des mangeurs que de nos partenaires à la production.* » Une agriculture qui nourrit sans épuiser les ressources, qui coopère plutôt qu'elle n'isole. Une agriculture qui considère la terre comme un bien commun à transmettre. À Profondeville, un autre avenir agricole prend racine.

Jonathan BRADFER (rtbf.be)
6 août2026

Le Mouvement d'Action paysanne (MAP) et nous

Les rencontres d'Assesse

Le groupe d'achats de Vivre… S existe depuis 1987. Il se fournissait de viande chez Coprosain qui pratiquait le label fermier, assez proche du bio. Mais le label fermier était wallon, ce qui ne convenait pas pour l'Union européenne : il fallait qu'il soit fédéral pour être accepté. Le ministre de l'Agriculture, José Happart, a décidé de le supprimer plutôt que d'entamer les démarches nécessaires.

Sur l'initiative de Françoie Ansay, assistante du ministre José Daras de sinistre mémoire, des rencontres ont été organisées pour s'opposer au projet de José Happart. La 1e rencontre a eu lieu le 30 janvier 2001 sous le titre « produits labels fermiers et biologiques en débat », organisé par *Vivre…S , Réseau des Consommateurs Responsables, Commission Agriculture Ecolo, Consumer Group (CGC), Coprosain, Nature et Progrès, Porc Qualité Ardenne, Mouvement d'Action Paysanne.*
Elle a été suivie d'une 2e le 8 mars de la même année (annexe1) et d'une 3e le 3 février 2003 qui a changé l'intitulé en « Fromages au lait cru, produits artisanaux, alliés ou ennemis de la santé ? Chefs d'oeuvre en péril ».
Les débats ont été intéressants, mais n'ont pu empêcher la disparition du label fermier.
C'est lors de ces rencontres que nous avons lié connaissance avec Raymond Pirard, responsable du MAP.

La campagne « chefs d'oeuvre en péril »

Nous sommes invités à la Commission « produits fermiers » du MAP en tant que représentants des consommateurs. Bientôt, l'idée de défendre les produits fermiers, notamment face à l'AFSCA, nous a séduits, lorsque le slogan « chefs d'oeuvre en péril » a été invoqué.
Pour Raymond, « L'agriculture paysanne, selon ses propres termes, est "*une agriculture non industrielle et moins productiviste, […] visant à maintenir et à développer l'emploi agricole et rural, à produire des aliments de qualité sanitaire et gustative accessibles à tous, à préserver l'environnement et l'occupation équilibrée du territoire*".
Trois animations sont prévues. En décembre 2004, un fascicule est distribué, des stands sont montés à Bruxelles (place de la Monnaie), à Liège (au village de Noël) et à Namur (place de l'Ange). Des producteurs du MAP, des participants de notre groupe d'achats, rejoints par diverses associations locales assuraient l'animation: ils étaient de 20 à 30 à discuter avec le public, à proposer des dégustations, etc. À Liège, un sketch mettait en scène un contrôleur de l'AFCA menaçant de sanction une fermière ; il s'est fait insulter par des gens dans le public, qui prenaient la scène au sérieux, et une vieille dame, ancienne agricultrice, pleurait carrément !



Animation à Liège



Le sketch avec la fermière et l'AFSCA



Raymond Pirard et Michel à Bruxelles

La campagne a bien été répercutée dans la presse. Il faut dire que le public était favorable aux petits producteurs et sensible aux produits fermiers, l'accueil lors des animations a toujours été chaleureux.

Pendant ce temps, une pétition était signée partout où nous allions (annexe 2). Elle a recueilli 14 200 signatures – sur papier, à l'époque ! Quel boulot, mais que de contacts utiles aussi ! Nous l'avons remise au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique Demotte. Une délégation composée de 4 producteurs fermiers et d'un artisan, (venant de Wallonie et de Flandre) et de 5 consommateurs (représentant des associations de consommateurs francophones et flamandes) le rencontre le 23 mars 2006. Nous avons indiqué les objectifs de la pétition et donné quelques exemples concernant la situation actuelle. Le ministre a ouvert la porte à des « accommodements » des mesures préconisées par l'AFSCA.
Pour profiter de cette ouverture et en prévision de l'avenir, Raymond Pirard et Christine Ansay fondent l'ANPF (association nationale des producteurs fermiers) (annexe 3) en mai 2005. Une vingtaine de producteurs adhèrent, mais l'association ne réussira pas à formuler des « accommodements ».

Le commerce équitable Nord-Nord

Raymond Pirard avait l'idée d'une campagne « commerce équitable Nord-Nord » pour promouvoir les produits fermiers, notamment dans les magasins d'Oxfam. Dans un document signé par Raymond et Christine, on peut lire « Comme pour le commerce équitable Nord-Sud, les relations Nord-Nord constituent un véritable enjeu de survie : survie directe des personnes vivant de la terre au Sud ; survie d'un type d'agriculture et de développement rural au Nord ! »
Mais Raymond décède le 11 février 2007. La campagne n'aura pas lieu. Il ne sera pas remplacé…

La lutte contre l'AFSCA

Le 3 novembre 2015 l'AFSCA publiait un projet d'arrêté royal concernant les groupes d'achat alimentaires (GAA). Elle cherchait ainsi à intégrer les groupes d'achats dans son circuit de contrôle, comme pour n'importe quel acteur de la chaîne alimentaire. Or, nous considérons que les groupes d'achats appartiennent à la sphère privée. Nous organisons la riposte, avec l'appui modéré du RCR (réseau des consommateurs responsables) qui se met en retrait.

Le MAP, par la voix de son président, soutient l'initiative : « Enfin, c'est à la liberté tout court que l'Afsca s'attaque. Celle de se réunir, de sympathiser, de s'organiser, de créer de nouveaux systèmes en dehors du système majoritaire. Après les mesures de l'agro-industrie imposées sans trop de tolérances (en général) aux productions locales de plus petite capacité, ce sont de nouvelles normes que l'on veut imposer aux citoyens qui s'organisent. C'est NON ! »

Une déclaration est signée par plus de 50 groupes d'achats (annexe 4) et répercutée par les médias. L'AFSCA recule et propose une version modifiée de son projet d'arrêté royal. Elle maintient qu'en cas de plainte, elle peut venir contrôler le groupe d'achat et un responsable de la sécurité doit être nommé ; les GAA sont considérés comme des « opérateurs » ne devant pas s'inscrire. Tout cela laisse une grande place à l'arbitraire.

Une réunion avec l'AFSCA et diverses associations est prévue le 21 novembre 2016. Suivant le principe que lorsque l'ennemi recule, il faut avancer et le mettre en déroute, nous critiquons le nouveau projet et proposons une action « Buffet interdit » (buffet avec des produits « illégaux ») devant les locaux de l'AFSCA à Bruxelles le 16 novembre. Nous proposons que « L'action du 21 se déroulera sous l'affirmation que "Les GAA, c'est comme à la maison, on n'y entre pas sans invitation !" et "Achats groupés en liberté surveillée, non merci !". Les signataires de la pétition adhèrent joyeusement à la proposition.

Mais à la réunion préparant l'action de Bruxelles, le RCR invite les GASAP ((Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne) qui ont refusé de signer la déclaration (!) et tous deux démobilisent pour le 21, entraînant le MAP dans leur sillage. « Il ne faut pas indisposer les autorités, au moment où elles font un pas en arrière », disent-ils.

Nous organisons en catastrophe une animation à Liège devant l'AFSCA. Les médias sont présents, ainsi que trois envoyés de groupes d'achats du Hainaut, de Louvain-la-Neuve et de Liège.



Du coup, à la réunion du 21, le gros du débat se situe entre l'AFSCA et nous. Finalement, l'arrêté royal ne verra pas le jour.

Déçus par l'attitude louvoyante du MAP, nous quittons l'organisation.

Michel Nejszaten, Vivre… S

Annexe 1

Présents à la 2e rencontre

Coprosain (J. Frison), GAWI (culture intégrée) (MM. Thiry et Brochen), deux bouchers PQA (J. Michel et un jeune), PQA (Porcs Qualité Ardenne)(G. Michel), Ferme du Hayon (M. Vanoverschelde), GVBOB (groupement fournissant Delhaize en viande bio) (B. Greindl), UNAB (Union des Agrobiologistes de Belgique)-Biogarantie (A. Grévisse), SCAR-Herve (MM. Michel et Somja)(fabricant d'aliments de qualité pour animaux), Ministère de l'Agriculture (MM. Dassesse, Papeians, Famerée, Mulders), FUL (Fondation universitaire luxembourgeoise) (P. Stassart), CRABE (recherche en bio) (P. Lemoine), SAW (Solidarité et Alternatives wallonnes) (M. Lejour), FSA Gembloux (Uniprovola/ Poulet-Villages) (M. Fiasse), CEFE (centre de recherche Ecolo) (D. Comblin), CER (Centre d'Économie rurale) (MM. Lequeut et Georges), Ecocert (contrôle bio) (M. Ghesquière), Filière porcine wallonne (L. Lambert), Promag (contrôle label wallon) (MM. Philippart et Druart), Victor Leyens (pionnier du label wallon),
FWA (ex-UPA-Alliance agricole) (J. Leclud), MAP (Mouvement d'action paysanne) (R. Pirard),
Nature et Progrès (producteurs-consomateurs bio) (M. Fichers)
Groupements de consommateurs: Consumer Group (Mme Cloes), GAC-Barricades (P. Heldenbergh, T. Ruisi), Vivre...S (L. Minet, M. Nejszaten, J. Sorée), RCR (Réseau de Consommateurs responsables) (I. Balasoiu, J. Vandenbulcke), CRIOC-Eco-Consommation (A. Brouyaux), Li Cramignon-De Bouche à Oreille (Cl. Moxhet, P. Vandeberg), Test-Achats (M. Remy), M. et Mme Chaumont
Ecolo (Commission agriculture, députée régionale) (M-R. Cavalier, Fr. Ansay)
Excusés: "Jambon d'Ardenne" I.G.P., Wervel

Annexe 2

Pétition « chefs d'oeuvre en péril »

Sauvons nos productions fermières

Pétition adressée aux autorités politiques européennes, fédérales et régionales, notamment au ministre fédéral de la Santé et aux ministres régionaux de l'Agriculture

Les décideurs politiques ne peuvent ignorer ou feindre d'ignorer que l'ensemble des producteurs fermiers belges (et européens), sont confrontés, au nom du "tout stérile", à des réglementations inadaptées, sources de tracasseries pratiques et administratives et d'investissements disproportionnés. Environ 50 % des producteurs fermiers transformateurs de leur lait ont abandonné la transformation en deux ans.
De nombreux partenaires considèrent que cette filière courte, transparente et diversifiée concourt à la qualité de notre alimentation et de notre environnement, préserve un savoir-faire gastronomique, l'emploi agricole et rural et **ne peut disparaître**.

En signant cette pétition, vous revendiquez une réglementation spécifique qui garantisse un avenir non seulement pour la production fermière, mais aussi pour la production artisanale alimentaire de petite taille, proche et complémentaire.

Annexe 3

Association nationale des producteurs fermiers

Charte wallonne d'engagement

Ces 9 points de convergence doivent permettre d'*identifier les producteurs fermiers*, à l'intérieur du monde paysan comme vis-à-vis de l'extérieur (réglementation, partenaires…).

1. Les producteurs fermiers sont des agriculteurs en activité, à temps plein ou partiels, inscrits au régime social des indépendants (INASTI).
2. Ils sont producteurs et/ou transformateurs de *leur* matière première et vendeurs de leurs produits, en vente directe et/ou avec distributeur.

3. Les matières premières principales et identifiant le produit sont issues *exclusivement* de leur ferme. En cas d'ateliers en commun, chaque producteur retrouve dans son produit fini sa propre matière première. Le travail à façon est uniquement admis pour les interventions techniques (local, matériel, savoir-faire…) ne modifiant pas les caractéristiques du produit, il reste sous la mainmise et la responsabilité du producteur.
4. Les producteurs fermiers élaborent leurs produits de façon non industrielle dans des ateliers de taille limitée, dans des fermes individuelles ou associatives de type familial. Ils participent ainsi à chaque étape du processus de fabrication du produit.
5. Ils gardent la responsabilité de producteur / transformateur / vendeur jusqu'à la présentation finale du produit au consommateur.
6. En dehors du cadre de la vente directe, leur nom et adresse sont obligatoirement *apparents* sur le produit réalisant ainsi la nécessaire transparence (traçabilité) sans sur-marque du distributeur. Le produit est ainsi identifié au producteur et au terroir.
7. Ils appliquent une réglementation spécifique dans le cadre de leurs obligations de résultats. Ils s'engagent à respecter un cahier des charges par produit ou groupe de produits. Ces cahiers des charges précisent les différents aspects de cette Charte.
8. Ils travaillent dans une perspective d'agriculture durable, non intensive et respectueuse des hommes et de leur santé, du bien-être animal, des savoir-faire et de l'environnement.
9. Ils s'efforcent de pratiquer l'entraide et participent à la promotion *générale* des produits fermiers.

Je soussigné . . . . . .
Demeurant à (adresse complète) . . . . . .

Tél. Fax E-mail

m'engage à respecter la Charte wallonne d'engagement de producteur fermier

Date:
Signature et cachet:
Renvoyer à : Christine Ansay, rue Notre-Dame, 18 à 6880 Orgéo

Annexe 4

Les Groupes d'Achats Alimentaires sous la coupe de l'AFSCA ?

Nous incarnons une réaction constructive et épicurienne à la malbouffe.
De dix à trente familles environ – amis, parents, voisins – se groupent pour acheter directement chez les petits producteurs locaux des légumes, fruits, fromages, viandes… sans résidus chimiques, pleins de saveurs et de nutriments.
Cette solution collective aplanit les difficultés d'approvisionnement (un seul transport pour toutes les familles, ou une livraison assurée par le producteur) voire aussi, les difficultés pécuniaires, via le prix de gros.
Le Groupe d'Achats Alimentaires (GAA), c'est rudement bon. Bon pour l'assiette et pour la santé de celui qui la mange, bon pour les amitiés, bon pour le soutien à l'agriculture paysanne, bon pour la Nature – moins de transport, moins d'emballages, moins de pollution chimique.
À notre petite échelle, c'est notre façon de nous écarter du modèle agricole intensif, y compris en bio, et de miser sur l'agriculture paysanne, porteuse d'un futur souriant.

L'AFSCA met certains obstacles à notre démarche de citoyens responsables.
D'abord, ses exigences déraisonnables contribuent à la disparition de l'agriculture paysanne, notre source d'approvisionnement. Ohé la gueuze lambic, ohé la tarte au maton, ohé, le fromage de Herve au lait cru, bonjour les menaces sur la tarte au riz !

Ensuite, l'AFSCA s'est récemment mis en tête de réglementer et contrôler nos activités, ignorant leur caractère privé, citoyen, non lucratif[1].

+ Un premier contrôle a déjà eu lieu au domicile d'un membre d'un GAA, les quatre contrôleurs ayant prétendu que leur visite était obligatoire. Or, les GAA constituent une extension de la sphère privée, une sorte de famille agrandie. Les locaux où se déroulent les activités du groupe bénéficient de l'inviolabilité du domicile comme tout domicile privé : aucune personne ne peut y pénétrer sans autorisation (ou sans mandat judiciaire en bonne et due forme).
Bientôt, on ne pourra plus inviter ses voisins à dîner, sans voir débarquer un Monsieur Tout Stérile…
On nous a rapporté le cas d'un gâteau d'anniversaire amoureusement confectionné par une maman, et interdit de séjour dans la crèche de l'enfant… Effectivement, les crèches contrôlées par l'ONE refusent les préparations maison, suite aux exigences de l'AFSCA.

+ Les mesures que l'AFSCA voudrait contrôler dans les GAA sont de même type que celles exigées des petits producteurs et artisans ; en bref, paperasserie inutile et mesures d'hygiène conçues pour les aliments dits « industriels ». Sans entrer dans le débat sur l'explosion de maladies dues notamment à l'alimentation « industrielle » (cancers, maladies auto-immunes, asthme, allergies…), les intoxications alimentaires sont quasi toutes provoquées par des produits « industriels » (plats préparés, viandes, fromages pasteurisés…) sans défense face aux bactéries pathogènes.

Depuis le temps qu'elles avalent des produits non stériles, vivants, les familles des GAA devraient battre le record des intoxications alimentaires ! Or, on sait désormais qu'un des nombreux mérites de ces aliments est de renforcer les défenses immunitaires…

Par conséquent, les GAA ne veulent en aucune façon relever des compétences de l'AFSCA et défendent, comme certains producteurs, des normes d'hygiène qui ne dénaturent pas les aliments sains.

Signataires :

asbl Bouche à Oreille
Capucines - GAC de Nassogne
Croc'Sa Vie (Savy Bastogne)
Ferritable GASAP
GA de l'asbl Vivre… S
GA Frasnes
GA légumes de Seraing
GAC 1050 (Ixelles)
GAC Boussu
GAC de Bertrix (le Baudet GAC)
GAC de Dalhem
GAC de Genval Combattants
GAC de Jalhay-Sart
GAC de Montigny-le-Tilleul
GAC de Rixensart Bulles
GAC de Schaerbeek (GAC Nestor)
GAC de Stembert
GAC de Tilff centre
GAC de Waterloo
GAC du Centre
Gac Fond Pirette (Liège)
GAC La Bruyère
Gac Li tchéna (Liège)
GAC Melen
GAC Morinval
Gac Mutsaard de Laeken
GAC Rosières 1
GAC Rosières 2
Sonegasc (groupe d'achat local de Soignies)
Gac Stavelot
GAC Tigerworms (Etterbeek)
Gag1 de Saint-Gilles
GAM Blaton
GAS de Chièvres
GASAP Genval « Gaspachou »
GASath
Panier lensois
Paniers bio GAC de Lasne
Régal (Leuze)
RutabaGAC Durbuy
Gac "le p'tit maga " de Forzée (Rochefort)
GAC de Libramont
GAC Court Circuit Péruwelz
GAC de Rossignol

1 La « Circulaire relative à la vente de denrées alimentaires du producteur au consommateur, avec l'intervention d'un tiers pour l'organisation de la livraison », novembre 2015, ainsi que la brochure explicative « Groupements d'achats. Quelles sont les règles ? », décembre 2015, ne font état d'aucune sphère privée pour les groupes d'achats alimentaires.

GACqualia (Poulseur)
GAC de Temploux
GAC de Sart-Dames-Avelines
GAC Les Radis (à confirmer)
GAC d'Anlier
GAC Avin
GAC de Malmedy
"GACoeur de l'Ourthe" de Tenneville/Ste-Ode/Bertogne
GAC de Bastogne
GAC du Beau Mur

Les associations suivantes partagent les inquiétudes des GAA et estiment

que l'AFSCA n'a pas à intervenir dans leur sphère privée :

MAP (Mouvement d'Action paysanne)

Coprosain

FIAN

CNCD (Centre national de coopération au développement)

Quinoa

Association citoyenne et paysanne 'LibèreTerre' (Ferme Arc-en-ciel)

Oxfam-Solidarité

Rencontre des Continents

ACRF (Femmes en milieu rural)

Frères des Hommes

Greenpeace

Les Amis de la Terre

Oxfam-Magasins du Monde

Newsletter du réseau Occupons le Terrain

N°82 - 21 août 2026



Le billet de la rédac' :

La réalisation de cette newsletter – la dernière en mode mensuel de l'été - a été entamée sous une canicule étouffante, poursuivie pendant que les incendies faisaient rage dans les Fagnes et terminée sous de fortes pluies. Un condensé éclairant d'un été jusqu'ici sans pareil… mais qui risque de devenir la norme dans un avenir bien plus proche que ce qu'on pensait.

Nous avons donc choisi d'ouvrir cette newsletter par un petit dossier sur ces questions "brûlantes" avant de reprendre le fil de nos rubriques avec les victoires du mois, des nouvelles de nos collectifs et de notre réseau, des appels à la solidarité et un agenda plein d'idées d'activités.

Bonne lecture et, avec la rentrée, au plaisir de vous revenir chaque quinzaine… et de vous rencontrer un de ces jours !



Au menu de cette newsletter :

1. À la Une

- Dossier "Au feu !"

2. Bienvenue

- Hamme-Mille – Sauvons le Marais de la Chaussée

3. Victoires

- Farciennes – Refus du ministre Desquesnes pour le data center Google
- Transinne – Greencap va-t-elle se noyer dans son puits?
- Liège – Reconnaissance de la réserve naturelle de Wandre

4. Enquêtes publiques

- Namur – Démolition patrimoniale pour construire un immeuble à kots et coworking
- Aywaille – L'ancienne carrière de Niaster doit rester un site de biodiversité et pas devenir un centre de remblais!
- Liège - Sauvons le poumon vert de Burenville !

5. Nouvelles des collectifs et des mouvements

- Andenne – Le collectif Touche pas à Ma Campagne lance une grande enquête
- Liège – Les Coteaux de la Citadelle peuvent à tout moment se transformer en brasier!
- Clavier – Le Collège vient de voter un "cadre communal" concernant la filière avicole
- Esneux – A Hony, un lotissement de plus en zone inondable: soyons fous!
- Mons – Une Marche d'adieu aux 160 charmes de la Digue de Cuesmes
- Bruxelles – La Friche Josaphat à nouveau menacée
- Une "Minute sauvage" pour défendre la Friche Josaphat… et les autres sites menacés un peu partout

6. Nouvelles du réseau OLT

- Fiche pratique – Le recours au Gouvernement wallon

- Belgique – Le documentaire “D’utilité publique” disponible en ligne
- Belgique – Venez débattre avec OLT au Belgian Activist Festival

7. Nouvelles des luttes d'ailleurs

- France – Après les incendies, la mégaferme à saumons autorisée en Gironde
- France – Un projet de data center à 1,5 milliards d'euros suspendu par la justice
- France – Le gouvernement saborde un institut de recherche sur l’adaptation au changement climatique
- Hongrie – La sécheresse force le pays à la sobriété électrique

8. Ils ont osé (le dire et même parfois le faire)

- Chauffe, Louis, chauffe!
- Les méduses, ça ne respecte rien

9. Appels à la solidarité

10. Agenda

À la Une

Dossier **"Au feu !"**

L’été, période de vacances et de décompression, deviendra-t-il bientôt la saison de tous les stress ? Après les inondations de 2021, la canicule de 2022, nous avons eu les canicules et les incendies au cours de ce seul été 2026 qui n’est pas encore terminé.

Avant de présenter dans nos prochaines newsletters des analyses sur les aspects plus "locaux" de ces événements, nous avons choisi de vous présenter ici trois points de vue plus "internationaux" sur les causes profondes de ces crises, leurs vrais responsables et les stratégies pour sortir de celles-ci.



20 août 2026

Dossier « Au feu ! » part. 1 – Introduction



20 août 2026

Dossier « Au feu ! » part. 2 – La canicule est une violence politique



20 août 2026

Dossier « Au feu ! » part. 3 – Un été sous les flammes : une catastrophe qui n’a rien de naturelle



20 août 2026

[Dossier « Au feu ! » part. 4 – Les écogestes : reprise en main de son quotidien ou promotion d'une écologie de l'impuissance ?]

Bienvenue

Hamme-Mille - Sauvons le Marais de la Chaussée

Hamme-Mille est une section de la commune belge de Beauvechain. Le Marais de la Chaussée couvre 4 hectares de nature répertoriés Site de Grand Intérêt Biologique (SGIB). Depuis près de huit ans, un promoteur essaie d'imposer son projet démesuré: 130 logements, 134 parkings souterrains, commerces, bureaux, horeca, ….

Un nouveau collectif citoyen se bat avec détermination contre ce projet tout en essayant de trouver une alternative pour pérenniser le site. Nous l'accueillons aujourd'hui au sein de notre réseau et lui souhaitons force et courage dans cette lutte.



En savoir plus

Victoires

Farciennes – Refus du ministre Desquesnes pour le **data center** Google

Il y a quelques jours, le ministre Desquesnes s'est prononcé sur un recours introduit par un citoyen, avec le soutien actif d'OLT, contre la modification du système de refroidissement du data center de Google à Farciennes.

La société américaine prévoyait de pomper l'eau de la Sambre et de n'en retourner qu'un quart du volume pompé et ce à une température de 30°. Le ministre lui a opposé une application rigoureuse du principe de précaution face à des enjeux écologiques cruciaux.



Lire notre article complet

Transinne – Greencap va-t-elle **se noyer dans son puits ?**

La société Greencap vient de se prendre… une casquette. Elle voulait en effet pouvoir s'approvisionner en grandes quantités dans une nappe phréatique pour assurer l'irrigation de sa culture industrielle de sapins, y compris pendant les périodes de sécheresse.

Malgré une forte opposition dans la population, le permis pour ce puits avait été accordé. Saisi d'un recours, le ministre Coppieters a refusé le permis en soulignant l'importance de préserver les nappes phréatiques et de n'y recourir qu'en dernière solution.



Lire notre article complet

Liège - Reconnaissance de la **réserve naturelle de Wandre**

La Ville de Liège célèbre la reconnaissance officielle du Bois de Wandre et du Fond Coy comme Réserve Naturelle Domaniale! Ce site de 64 hectares, riche en biodiversité (lucane cerf-volant, salamandre tachetée…), allie préservation écologique et accès public. Une victoire pour la biodiversité et un espace préservé pour toutes et tous.

Ce n'est pas la victoire d'un collectif, mais une victoire quand même pour la nature et la biodiversité!



Lire l'article complet sur liege.be

Enquêtes publiques

Les informations sur toutes les enquêtes publiques en cours sont regroupées dans une page dédiée sur notre site.

Consulter les enquêtes publiques en cours



21 août 2026

Namur – Démolition patrimoniale pour construire un immeuble à kots et coworking



18 août 2026

Aywaille – L'ancienne carrière de Niaster doit rester un site de biodiversité et pas devenir un centre de remblais !



20 juillet 2026

Liège – Sauvons le Poumon Vert de Burenville !

Nouvelles des collectifs et des mouvements

Andenne – Le collectif **Touche pas à Ma Campagne** lance une **grande enquête**

La sauvegarde de la Plaine d'Anton (une vaste et magnifique plaine qui s'étend sur près de 50 ha à l'ouest d'Andenne le long de la Meuse) est toujours au cœur des débats à Andenne. La majorité PS-MR veut urbaniser l'ensemble en y créant une "ville nouvelle" (jusqu'à 1000 logements, des bâtiments administratifs, des commerces,...).

Le collectif "Touche Pas à Ma Campagne" est opposé à ce projet et il lance une vaste enquête auprès de la population pour définir une nouvelle vision d'avenir pour Anton et construire un projet alternatif. Nous vous invitons à soutenir cette initiative audacieuse, positive et innovante.



Lire notre article complet Visiter le site du collectif Visiter la page FB du collectif

Liège - Les Coteaux de la Citadelle peuvent à tout moment **se transformer en brasier!**

Les Coteaux de la Citadelle, cette portion fortement ensoleillée du versant de la vallée de la Meuse en pleine ville, sont passés ces derniers jours du vert au roux.

Si les Coteaux figurent dans tous les guides touristiques. les habitant·e·s craignent maintenant qu'ils figurent bientôt dans les faits divers à la rubrique "Incendies meurtriers" à cause des nombreux feux qu'y font les sans-abris qui s'y réfugient.

Un collectif se forme dans le quartier pour réclamer à la Ville des mesures rapides à la fois de prudence environnementale et d'assistance sociale.



Lire notre article complet

Clavier - Le Collège vient de **voter un "cadre communal"** concernant la **filière avicole**

La commune de Clavier adopte un cadre strict pour limiter les élevages avicoles intensifs! Face à la saturation environnementale et aux mobilisations citoyennes, la commune renforce ses critères: analyse des impacts cumulés, préservation des ressources en eau et acceptabilité sociale.

Une réponse vigoureuse à l'urgence écologique ?



Lire notre article complet

Esneux - A Hony, **un lotissement** de plus **en zone inondable:** soyons fous!

Sur plus de 30 parcelles au bord de l'Ourthe, un propriétaire inconscient (ou aveuglé par l'appât du gain)

souhaite construire 4 immeubles à appartements et 11 maisons. Une réunion publique a eu lieu le 7 juillet.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les riverains ne sont pas ravis… Le collectif "Les Prés d'Hony sans Béton" s'est rapidement créé et s'est mobilisé pour répondre à l'enquête d'incidence environnementale en présentant de nombreux arguments contre ce projet inepte.



Visiter la page FB du collectif

Mons – Une Marche d'adieu aux **160 charmes** de la **Digue de Cuesmes**

Le 5 août 2026, une soixantaine de personnes ont participé à la marche d'adieu organisée par la toute nouvelle antenne montoise du réseau Occupons le Terrain pour rendre un dernier hommage aux 160 charmes communs voués à être abattus le 10 août dans le cadre des travaux de réfection de l'égouttage et de la voirie de la Digue de Cuesmes et de la Rue du Delta.

Cette première action a eu le mérite de montrer que de nombreux Montois·e·s sont attachés aux arbres et à leur protection dans une ville très densément bâtie et très minéralisée. Des actions sur d'autres thèmes pourraient suivre bientôt en lien étroit avec les collectifs montois membres d'Occupons le Terrain.



Lire notre article complet Visiter la page FB d'OLT-Mons/Borinage

Bruxelles – La Friche Josaphat à nouveau **menacée**

La "friche Josaphat", l'ancienne gare de triage de Schaerbeek, est certainement un des lieux les plus symboliques des luttes pour défendre les espaces verts urbains menacés par des projets immobiliers de grande ampleur.

En mars, le gouvernement bruxellois avait promis que le dossier serait gelé pendant 18 mois. Six mois lui ont suffi pour manger sa promesse et lancer une procédure de demande de permis afin de lotir le site de la friche!

Heureusement la résistance s'organise…



Lire notre article complet

Bruxelles – Une **"Minute sauvage"** pour défendre la **Friche Josaphat…** et les autres sites menacés **un peu partout**

Sur son site, sa chaîne Youtube et sa page FB, "La minute sauvage", Thomas Jean propose une série de mini-documentaires sur la faune sauvage et plus particulièrement, celle que l'on pourrait rencontrer en ville... si on y prêtait davantage attention. Il y présente aussi d'autres vidéos sur des sujets proches.

Dans une courte et percutante vidéo "Objectif 2027 du gouvernement Dillies: s'assurer que Bruxelles reste bien la région la plus chaude du pays", il explique la nécessité de défendre la Friche Josaphat mais ce qu'il dit parlera aussi bien aux Liégeois·e·s de Burenville, aux Montois·e·s de Cuesmes et à tou·te·s les autres confonté·e·s aux projets de méga-lotissements sur des espaces verts urbains.



Regarder la vidéo

Nouvelles du réseau OLT

Fiche pratique - Le **recours** au **Gouvernement wallon**

Les autorités communales ont pris une décision dans le cadre d'une demande de permis. Vous n'êtes pas satisfait de cette décision? Plusieurs voies de recours s'ouvrent à vous.

Le recours au Gouvernement wallon est l'une d'entre elles. Mais quelles sont les conditions précises de ce recours et envers quels types de permis est-il applicable? Décryptage…

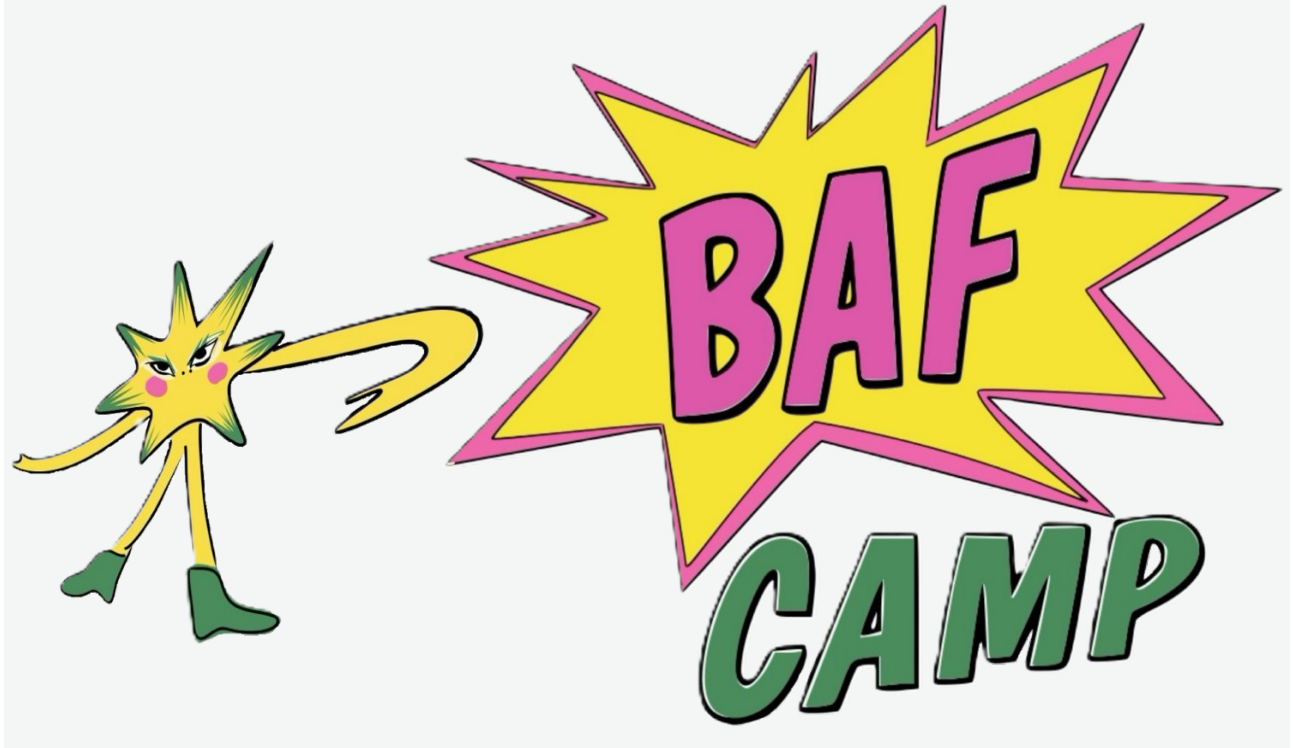


En savoir plus

Belgique - Venez **débattre** avec OLT au **Belgian Activist Festival**

Du jeudi 20 au dimanche 23 août, dans le charmant village de Grupont (commune de Tellin, près de Rochefort) aura lieu le 1er Belgian Activist Festival, un festival de rencontre pour militant·e·s, activistes et sympathisant·e·s qui agissent sur beaucoup de fronts sans nécessairement se connaître.

Si vous n'avez pas encore réservé, pas de chance, c'est complet. Si vous avez réservé, ne ratez pas le débat "Stratégies des luttes écologiques pour aujourd'hui et demain" **samedi de 11h45 à 13h30** avec la participation d'Occupons le Terrain. Au plaisir de vous rencontrer et de discuter avec vous.

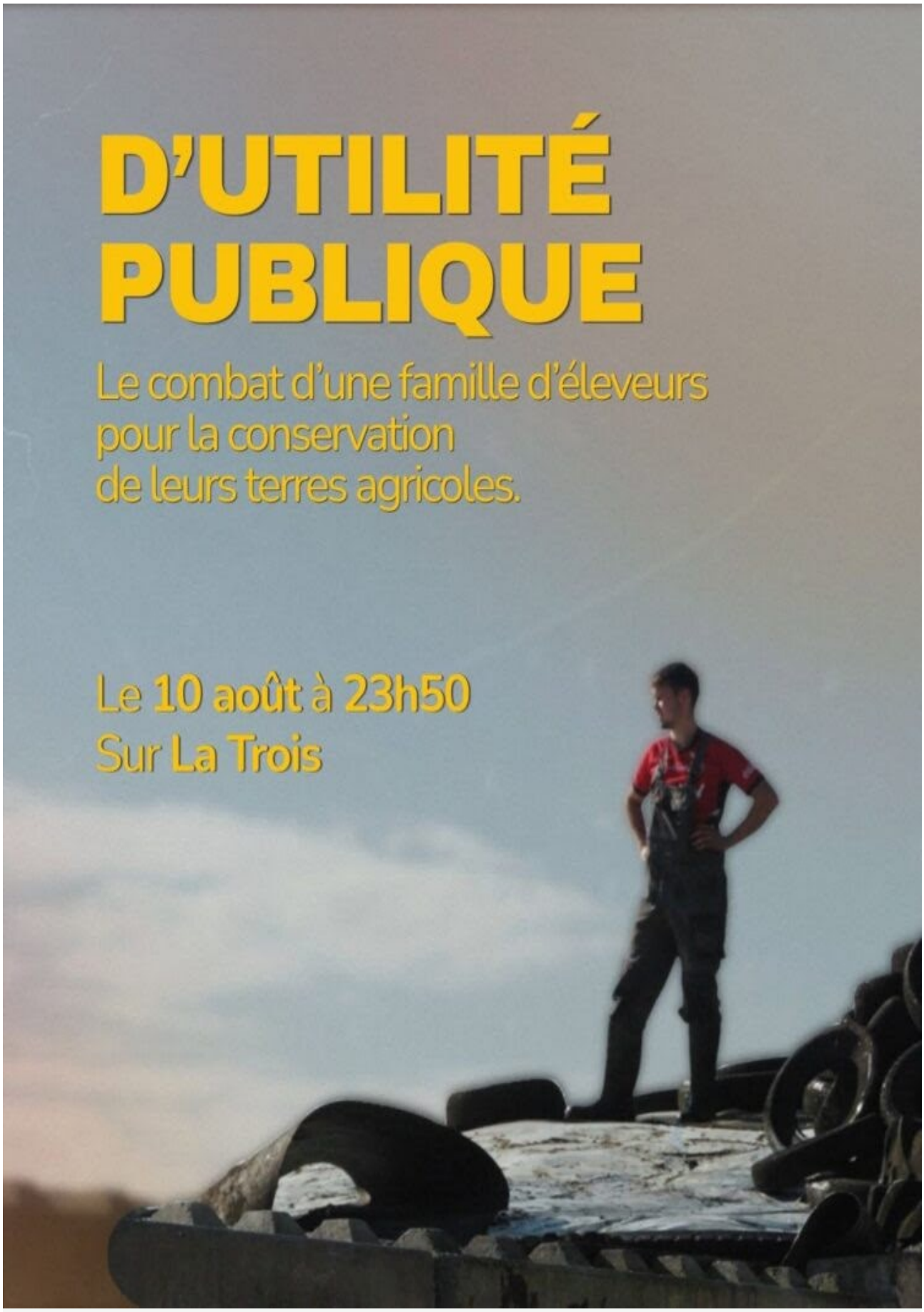


En savoir plus

Belgique - Le documentaire "**D'utilité publique"** disponible **en ligne**

Depuis 2024, nous vous informons régulièrement du combat de la famille Buyck pour sauver son exploitation agricole menacée par le projet d'extension du zoning industriel de Mariembourg. Cette lutte est activement soutenue par Occupons le Terrain et diverses associations agricoles et environnementales et elle a engendré une forte mobilisation citoyenne.

TDM, Télévision du Monde a suivi ce parcours pour en réaliser un documentaire aujourd'hui disponible gratuitement en ligne.



Lire notre article complet Voir le documentaire

Nouvelles d'ailleurs

France - Malgré les **incendies**, la **mégaferme** à saumons **autorisée** en Gironde

Le 4 août, la préfète de la Gironde a accordé l'autorisation environnementale au projet très contesté de méga-usine terrestre de saumons, au Verdon-sur-Mer. Ce projet prévoit la construction d'une usine sur 14 hectares au bout de l'estuaire de la Gironde, pour produire 10 000 tonnes de saumons par an… en prélevant plus de 2 millions de m3 d'eau dans les nappes souterraines chaque année !

Le collectif "Usine à saumons non merci" et de nombreux élus locaux contestent cette décision comme "irresponsable, surtout dans le contexte de méga feux et de sécheresse que connaît la Gironde en ce moment même".



Lire l'article de Reporterre

France - Le gouvernement **saborde** un institut de recherche sur **l'adaptation au changement climatique**

Ces dernières années, la France connaît des incendies et des inondations à répétition. C'est donc en toute bonne logique de gestion que le gouvernement français veut fermer l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans les prochains mois alors que ce centre de recherche, unique en son genre en France, travaille sur de nombreux enjeux globaux (gestion des catastrophes naturelles, adaptation au changement climatique, etc.) et a développé des collaborations précieuses dans plus de 50 pays.

Ne rions quand même pas trop des Français : alors que les Fagnes brûlent, le gouvernement wallon met en péril le Département Nature et Forêts !



Lire l'article de Reporterre

France - Un **projet de data center** à 1,5 milliards d'euros **suspendu** par la **justice**

Pour la première fois en France, un projet de data center a été suspendu en référé par la justice, dans la Drôme. Une victoire provisoire, due à l'absence d'étude d'impact environnemental. Derrière ce recours se trouve un collectif de militants et d'associations, auquel participent Les Amis de la Terre et Attac, ainsi que des sympathisants des Soulèvements de la Terre.

Les opposants au projet ont rapidement repéré un point faible du dossier : les besoins en électricité du site. Entre la puissance accordée dans le permis et les besoins réels, une différence de 10 MW soulève notamment des questions de procédure et de légalité du permis par rapport au plan local d'urbanisme.



Lire l'article de Reporterre

Hongrie - La **sécheresse** force le pays à la **sobriété électrique**

En quelques jours, la Hongrie s'est improvisée laboratoire grandeur nature de la sobriété électrique. Pas par amour soudain de la décroissance, mais parce que le Danube, épuisé par la sécheresse, ne fournit presque plus assez d'eau pour refroidir Paks, l'unique centrale nucléaire du pays.

Face à la menace de pénurie, le gouvernement a demandé aux habitants, aux administrations et aux industriels de réduire ou de différer leur consommation d'électricité. Et grâce à une forte mobilisation, cela a marché !

La Hongrie montre qu'une population, des villes et des industriels peuvent retirer du réseau la puissance d'un gros réacteur. En régime climatique instable, la sobriété devient une infrastructure de secours.

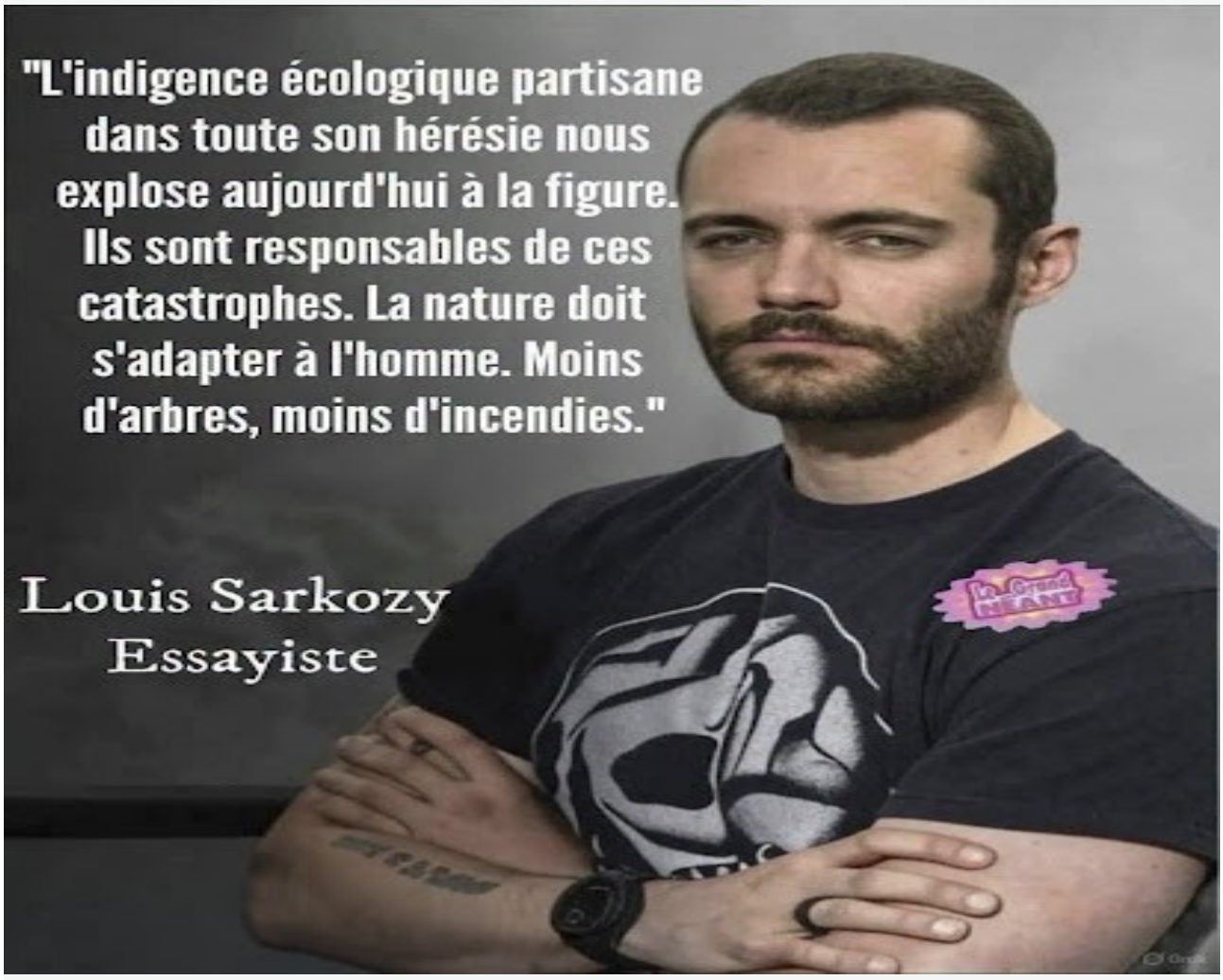


Lire l'article de Reporterre

Ils ont osé (le dire et même parfois le faire)

Chauffe, **Louis**, chauffe !

Louis Sarkozy est le fils de Nicolas. Il s'investit de plus en plus en politique. Il est très, très à droite. La Nature l'aurait doté d'un cerveau fonctionnel. Seule la dernière affirmation n'a pu être prouvée jusqu'ici.



Les **méduses**, ça ne **respecte** rien

Le 10 août, le groupe français EDF a annoncé sur son site l'arrêt de trois réacteurs de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord). Le coupable : un afflux massif de méduses dans les stations de pompage d'eau de la mer du Nord, qui refroidissent la centrale. Incident isolé ? Non, un événement semblable s'était déjà produit durant l'été 2025.

Si les méduses sont de plus en plus nombreuses sur les côtes, c'est à cause du réchauffement climatique et des canicules marines qui accélèrent leur développement et prolongent leur période de reproduction alors que la surpêche réduit le nombre de leurs prédateurs naturels. Grandes causes,... petites bêtes mais grands effets !



Appel à la solidarité
Pétitions déjà publiées précédemment

Les informations sur toutes les pétitions en cours sont regroupées dans une page dédiée sur notre site.

Consulter les pétitions en cours



Brugelette – Pétition pour demander un moratoire sur le projet de construction d'une route d'accès au parc Pairi Daiza En savoir plus



Esneux – Protégeons la parcelle boisée de Sur le Mont En savoir plus



Sauvons nos gardes forestiers et nos forêts! Stop au démantèlement du DNF! En savoir plus



Liège – Pétition citoyenne contre le projet immobilier sur le site du Parc du Cadran En savoir plus



Inondations et urbanisation raisonnée en Wallonie, respect du Schéma Vesdre, préservation des terres, mobilité En savoir plus

À vos agendas

Les informations sur toutes les activités à venir sont regroupées dans une page dédiée sur notre site.

Consulter l'agenda via notre site

Tellin – Du jeudi 20 au dimanche 23 août – Belgian Activist Festival (BAF) à Grupont En savoir plus

FESTIVAL OCCUPONS LA GRANGE
Beaufays
22-23 août 2026
Un festival qui fait dialoguer la musique et l'engagement citoyen.

Beaufays – Samedi 22 et dimanche 23 août – Festival « Occupons la grange » En savoir plus



Manhay – Dimanche 23 août – Promenade et fête de la victoire En savoir plus



Andenne – Dimanche 23 août – Balade sensible et sauvage En savoir plus



Liège – Samedi 5 et Dimanche 6 septembre – Occupons le Terrain à Retrouvailles En savoir plus



Liège – Lundi 7 septembre – Grand cortège pour défendre nos espaces verts en ville En savoir plus



Boncelles (Seraing) – Dimanche 20 septembre – Grande Brocante En savoir plus

Le monde vient de perdre un héros. Jean Ziegler s'est toujours battu pour un monde d'intégrité, d'honnêteté et de paix.

Jean Ziegler – In Memoriam. « Où est l'espoir ? »



Jean Ziegler, *sociologue et avocat suisse de renommée mondiale, homme politique, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation et défenseur des droits de l'homme, Jean Ziegler s'est éteint le 10 juin 2026.*

Il convient de rendre un hommage plein d'espoir et de célébrer la vie de Jean Ziegler, marquée par un travail passionné, toujours à l'écoute des pauvres et des plus démunis. Afin de perpétuer ses idées et ses innovations visant à améliorer le sort des plus défavorisés, Jean a écrit de nombreux ouvrages, plus de vingt au total.

L'un de ses ouvrages les plus célèbres, « Les Suisses, l'or et les morts », est un exposé cinglant de la collusion financière et politique de la Suisse avec l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Jean Ziegler, comme avocat, démolit le mythe de la neutralité suisse en temps de guerre. Parmi les thèses centrales du livre figure la révélation du blanchiment, par la Banque centrale suisse, de l'or volé par les nazis aux banques centrales de l'Europe occupée et aux victimes de l'Holocauste.

Son dernier ouvrage, cependant, est comme une façon de terminer sa vie sur une note positive d'espoir. Il s'intitule « Où est l'espoir ? », un appel à la résistance face aux crises mondiales contemporaines, aux famines et aux inégalités. C'est un témoignage de son combat constant pour la justice, pour libérer le monde des chaînes et de l'exploitation d'une élite d'entreprises ultra-riches.

À l'âge de 18 ans à peine, Jean a quitté la maison en Suisse pour se rendre à Paris, où il s'est lié d'amitié avec Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, entre autres, dont la compagnie a sans doute été cruciale pour sa future carrière et sa compréhension de l'existence de l'humanité sous le joug de l'oppression capitaliste mondiale.

En avril 1964, alors qu'il avait 30 ans, Jean Ziegler a été le chauffeur de Che Guevara à Genève, lorsque celui-ci est venu passer dix jours en Suisse pour une conférence sur le sucre à l'ONU. Ziegler avait été sollicité par La Havane, où il était connu, pour conduire Che Guevara pendant son séjour à Genève.

Au bout de ces dix jours, Jean a demandé au Che de l'accompagner à Cuba. Le Che a donné à Jean un conseil crucial : rester à Genève, en lui disant : « *Le cerveau du monstre est ici. C'est ici que tu dois te battre* » — en référence au système capitaliste. Ziegler a promis au Che de combattre le « monstre capitaliste », et il a tenu cette promesse tout au long de sa vie en tant que sociologue, avocat et homme politique anticapitaliste.

De 2000 à 2008, sous la direction du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, Jean a été le premier rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, doté d'un mandat thématique mondial couvrant tous les pays du monde.
L'une des réalisations les plus marquantes de Jean Ziegler au cours de son mandat de 2000 à 2008 en tant que Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation a été d'établir le droit à l'alimentation comme un droit humain juridiquement exécutoire et d'en clarifier le contenu normatif en droit international.
Jean affirmait à juste titre qu'il y avait suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir tout le monde en abondance. C'étaient la spéculation alimentaire et la distribution qui provoquaient les famines et les décès, touchant particulièrement les femmes et les enfants.
Jean était catégorique : *tout enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné*.
Avec Jean Ziegler, le monde a perdu un héros, qui s'est toujours battu pour un monde d'intégrité, d'honnêteté et de paix. L'héritage de Jean sera marqué par sa quête inlassable de justice, d'égalité et de défense des droits des pauvres dans ce monde.

Peter KOENIG
Mondialisation.ca, 11 juin 2026

Image en vedette : Capture d'écran. Source : marx21.ch
*
Peter Koenig *est un analyste en géopolitique et un ancien économiste principal à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans dans le monde entier. Il est l'auteur de Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis » (Clarity Press – 1er novembre 2020).*
Peter est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Il est également Senior Fellow non-résident de l'Institut Chongyang de l'Université Renmin de Pékin.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca. Copyright © Peter Koenig, Mondialisation.ca, 2026

LIVRES ET SORTIES

La Fabrique de l'écologie populaire



Découvrez notre recension de « La Fabrique de l'écologie populaire » de David Bodinier aux Éditions Charles Léopold Mayer.

L'avènement d'une société écologique repose sur la capacité des habitants d'un territoire à s'organiser pour définir ce qui est bon pour eux et à peser dans les choix politiques. Cette écologie populaire, héritière de la Commune de Paris, peut se nourrir d'une riche histoire de luttes environnementales et d'un corpus théorique dans lequel le municipalisme de Murray Bookchin occupe une place centrale.
En revenant sur la création de l'écoquartier populaire de Villeneuve à Grenoble, l'urbaniste David Bodinier montre comment des pratiques telles que le référendum d'initiative citoyenne ouvrent un espace de saine confrontation entre action municipale et collectif d'habitants. La réappropriation des infrastructures qui en découle participe d'une redéfinition de la richesse – non plus accumulation privée mais partage des biens communs.

La Fabrique de l'écologie populaire - David Bodinier **-** Éditions Charles Léopold Mayer → 2026 - 136 pages – 21 €

Tao FAVRE, publié le 15 juillet 2026 (Socialter)
Tao Favre est journaliste et documentariste indépendant.

Le jardin partagé, une « porte de sortie » pour les habitants des quartiers populaires

Jardiner, c'est politique ! Lieu de résistance, de lutte et de solidarité, le jardin partagé de Villetaneuse nous le montre bien. En pleine commune populaire, il offre aux habitants « une porte de sortie » bienvenue.

Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), reportage

Il est 11 heures aux abords des rails du tram T8 à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), en ce mercredi de juin. Les tables sont déjà installées au jardin partagé, les cagettes posées et les petites mains du Ver galant s'activent à trier des fruits et légumes. Tous les mercredis, les associations L'Autre champ et Le Ver galant organisent une distribution de fruits et légumes invendus de Rungis. Tout le monde est le bienvenu pour récupérer sa cagette. Les pousses du jardin, elles, sont en priorité réservées aux bénévoles ayant travaillé la terre. *« Vous avez mis où les fraises ? »* entend-on au loin. *« Les gens ont besoin de nous »*, glisse Jocelyne, fière, en plein triage de choux à côté de Juliette, qui s'occupe des aubergines. L'habitude se voit dans leurs gestes et leur détermination.

Dans ce jardin partagé, on cultive, mais ce lieu est au carrefour de multiples activités : distributions alimentaires, projections de films engagés, ateliers de cuisines du monde. Tout est bon pour créer du lien et apporter un peu de vert sous toutes ses formes aux habitants de cette commune populaire.

« Une équipe est partie ce matin à Rungis chercher des invendus », précise Samuel Lehoux, cofondateur de L'Autre champ. Avocats, bananes, kiwis, cerises, tomates, salades, brocolis, pommes de terre et même champignons : dans ces paniers, *« presque tout est bio, ça permet aux bénéficiaires de manger sainement et pour pas très cher »*, ajoute-t-il. Prix du panier : 2 euros. *« Quelquefois, des familles n'ont même pas ces 2 euros*, confie Jocelyne. *Heureusement qu'on est là, qu'on continue à se lever et à aider le plus de gens. »*



Sur environ 500 m², le jardin propose des parcelles, des serres, un poulailler et un espace de plantes médicinales. © *Enzo Berthier / Reporterre*

Membre de l'association depuis six ans, c'est le Covid-19 qui l'a poussée à venir au jardin : *« On avait moins l'habitude de s'embrasser et d'avoir du contact physique. Ici, au jardin, c'est exactement ce que j'ai trouvé. »* Le jardinage, pour elle, c'est un peu une histoire de famille. Originaire de Martinique, elle plantait beaucoup avec ses parents. *« À cause du chlordécone présent sur nos terres, on a dû se limiter. »* Ce pesticide, nocif pour la santé humaine, a été massivement utilisé dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique jusqu'en 1993.

Elle avait 10 ans à son arrivée en France. Elle en a aujourd'hui 73. *« On se croirait à la campagne, coupés de la ville*, apprécie la retraitée. *Ça donne le goût de planter, on voit ce que ça donne et on peut même le manger ! »*

À ses côtés, Juliette, 59 ans et originaire de Côte d'Ivoire, est arrivée en France il y a près de cinquante ans. Elle a vécu quelques années chez ses beaux-parents, dans une maison *« avec un grand jardin »* en Auvergne. *« Ça me manque, je suis un peu malheureuse dans mon petit appartement en pleine ville. Le jardin me libère et me permet de cultiver des tas de choses : bissac, gombo, aloe vera, etc. »*



Originaire de Côte d'Ivoire, Juliette est arrivée en France il y a près de cinquante ans. © *Enzo Berthier / Reporterre*

À sa création en 2012, l'association L'Autre champ, alors sans jardin fixe, organisait de nombreux ateliers autour du jardinage et du cinéma comme vecteurs de lien social et d'émancipation. Elle se déplaçait auprès des jeunes pour les sensibiliser au vivant. Ce jardin partagé a alors ouvert en 2015 au pied des immeubles de Villetaneuse.
« C'était une friche, un ancien pavillon. Les habitants et bénévoles nous ont apporté un coup de main et de bras pour tout remettre en ordre. On a vu une vraie dynamique collective. Comme il n'y avait pas d'eau à l'ouverture, des bénévoles ramenaient des seaux avec de gros sacs de courses », précise Abel Mortada, adjoint au maire de Villetaneuse, qui a vu naître ce jardin.


« Dans une ville où tu es bloqué entre les quatre murs d'un appartement, ce jardin est comme une porte de sortie », dit Samuel Lehoux. © *Enzo Berthier / Reporterre*

« Dans une ville où tu es bloqué entre les quatre murs d'un appartement, ce jardin est comme une porte de sortie », ajoute Samuel Lehoux. Ici, sur environ 500 m², les habitants peuvent trouver plusieurs parcelles et serres, un poulailler et un espace de plantes médicinales.
Pour le cofondateur de l'association, ce jardin est comme *« un grand centre social à ciel ouvert »* : *« On vient s'y retrouver pour être coupé de la circulation, du béton et cultiver la terre. On transmet à ses enfants des cultures perdues. Le simple fait de se retrouver dans un jardin quand tu vis en métropole, ça fait du bien, tu te reconnectes à des choses essentielles. »*



Une partie des invendus de Rungis est bio. © *Enzo Berthier / Reporterre*

S'y découvrir et partager

« Oh ! Il y a des pêches ! » s'exclame Chloé face aux tables débordantes de cagettes remplies de fruits et légumes. *« Je sélectionne ce que je mets dans mon panier, il y a tellement de choses »*, ajoute la Rennaise de 22 ans, ici en stage. Cette ancienne étudiante en droit, aujourd'hui en master d'économie, ne se voyait pas mettre les mains à la terre il y a quelques années. *« Je trouve ça hyper thérapeutique, je me sens bien ici. »*
Régulièrement, l'association organise des ateliers culturels. Pour Chloé, ces choix révèlent le côté politique de jardiner, car *« c'est lié à d'autres luttes ». « Ils font de l'éducation populaire aux médias, des ateliers cuisine et des projections de films engagés sur la Palestine et l'écologie »*, ajoute la Rennaise. *« Ce jardin, c'est l'inclusion*, glisse Marieme, 31 ans, salariée au jardin depuis avril. *On distribue des cagettes à des personnes qui n'ont pas trop de moyens, tout le monde peut venir mettre la main à la terre et repartir avec des produits sains. »*

Créer les conditions pour une écologie dans les quartiers populaires

Depuis plus de dix ans, l'association L'Autre champ grandit, le jardin propose plusieurs parcelles où cultiver en fonction des saisons. Pour Samuel, ce lieu est comme un laboratoire dans lequel « créer les conditions pour entrer dans une transition écologique adaptée aux quartiers populaires. Il y a la nécessité de changer le monde localement par rapport au dérèglement climatique. Là où le libéralisme tend à promouvoir la réussite individuelle et à écraser les gens, ce jardin cherche à faire s'émanciper la population via des victoires collectives ». Les décisions sont prises collectivement, et le choix des semis est fait en fonction de l'espace disponible, des saisons, mais surtout de la volonté des membres.



Fatma (à d.), ici avec Mina, est la plus ancienne bénévole du Ver galant. © *Enzo Berthier / Reporterre*

Autosubsistance et sensibilisation vont de pair au jardin partagé. Un peu plus loin des cagettes et de la foule, dans la grande parcelle, Milo est dans une petite cabane en bois. Autour, une odeur de lavande, de mélisse, de menthe et de verveine. Cette cabane regorge de plantes séchées. Elle vient tout juste d'en cueillir pour les mettre à sécher.



« On vient s'y retrouver pour être coupé de la circulation, du béton et cultiver la terre. » © *Enzo Berthier / Reporterre*

« Tu t'inscris dans un modèle qui va à l'encontre de l'économie de marché », confie Fatma, la plus ancienne bénévole du Ver galant, une grande mauve au bout de ses doigts. En la suivant dans le local de l'association, à deux rues des parcelles, des affiches *« Ne laissons pas le quartier aux riches »* ou encore « Ciné Palestine » bordent le mur. *« On organise régulièrement des échanges de graines en Palestine ou au Liban. C'est notre façon de dépasser les frontières et de créer un jardinage internationaliste »*, confie Milo.

Transmission de savoirs

De retour aux parcelles, les cagettes sont presque vides après le passage des bénéficiaires mais on peut entendre Fatma rigoler. *« Vous voulez un artichaut ou un arti-froid ?* dit-elle à Jeanne, bénéficiaire régulière. *C'est ma mère qui me disait ça. J'adore rigoler ! »* Ce contact avec les habitants est essentiel pour elles.

Soline a toujours travaillé en agriculture. Au jardin, elle a trouvé sa place au milieu des parcelles et ce « miracle » du milieu urbain. Pour elle, *« comme il n'y a pas beaucoup de place dans les appartements, se retrouver ici permet d'avoir des liens et de se défaire des industries. On mange ce que l'on sème »*.



Le jardin propose plusieurs parcelles où cultiver en fonction des saisons. © *Enzo Berthier / Reporterre*

Mais au-delà de la consommation, il y a tout un travail de sensibilisation : *« Les enfants qui viennent ici savent qu'il y a une vie avant l'achat en magasin, ça leur permet de devenir plus responsables »*, ajoute Soline. Équipés de leurs bottes, des enfants de bénévoles se promènent entre les parcelles. Ils aident à la confection des paniers et arrosent les semis. Il est 16 h 30 quand les bénévoles commencent à jeter les cagettes. C'est la fin de journée. *« Je n'arrive plus à couper la pastèque ! On est fatiguées ! »* lance Juliette. S'épuiser pour son jardin, tout en se faisant plaisir, une belle façon de lutter et de manger.

Après cet article



Jardins ouvriers, potagers militants : jardiner, c'est résister !

Enzo BERTHIER, 13 juin 2026
(Reporterre)

L'Axe de la Résistance contre la tyrannie des algorithmes – Entretien avec Ignacio Ramonet

Ignacio Ramonet est une référence pour celles et ceux qui cherchent à décrypter les mécanismes du pouvoir, une figure incontournable pour quiconque veut comprendre les forces qui façonnent notre monde.
Docteur en sémiologie, ancien directeur du *Monde diplomatique*, auteur de *La Tyrannie de la communication* (1999) et d'une vingtaine d'autres livres, il est l'un des plus grands analystes des médias et de ce qu'il a nommé « la censure libérale ». Il a consacré sa vie à démasquer la « pensée unique » et à analyser l'évolution des médias, depuis l'imprimerie jusqu'à l'industrialisation actuelle du raisonnement par l'intelligence artificielle.
Mais au-delà de la théorie, c'est un homme de terrain et d'histoire. Sa relation privilégiée avec les figures majeures de la gauche latino-américaine contemporaine est unique. Notamment son incontournable « Fidel Castro *: Biographie à deux voix » (2007),* avec plus de 100 heures d'entretiens. Mais aussi avec Hugo Chávez : « *Hugo Chávez, ma première vie » (2013)*, et ses dix entretiens exclusifs avec Nicolas Maduro, notamment son ultime entretien à Caracas 48 h avant l'attaque militaire des États-Unis et l'enlèvement du président vénézuélien.

AD : Ignacio, votre position est unique : vous n'êtes pas seulement un analyste, mais aussi un témoin de l'histoire. Vos liens profonds avec ces leaders ont ouvert des fenêtres inédites sur les révolutions latino-américaines. Vu la situation actuelle, les processus révolutionnaires à Cuba et au Venezuela semblent plus que jamais sous pression.
Selon votre analyse, quelles sont aujourd'hui les principales forces de résistance bolivarienne et cubaine ? Et quelle est l'importance de leur alliance au sein du bloc BRICS+, G77+Chine, ou de leur collaboration fraternelle avec l'Axe de la Résistance, avec l'Iran en tête ?
Voyez-vous dans cette alliance l'émergence d'un véritable « Axe de la Résistance mondiale » capable de briser définitivement l'hégémonie de l'Empire et de préparer le terrain vers un monde multipolaire qui respecte le droit international et la souveraineté des peuples ?
IR : Je crois d'abord qu'il faut éviter les simplifications idéologiques. Le monde actuel est beaucoup plus complexe que durant la Guerre froide. Nous ne sommes plus dans une opposition binaire entre deux blocs parfaitement structurés. Nous sommes entrés dans une phase de transition historique : le passage d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis à un monde multipolaire, encore instable et conflictuel. C'est cela, à mes yeux, le phénomène central.
Dans ce contexte, Cuba et le Venezuela représentent deux expériences historiques de souveraineté qui continuent de résister à une pression considérable. Depuis plus de soixante ans, Cuba subit un blocus économique extrêmement dur, probablement le plus long de l'histoire contemporaine. Quant au Venezuela, il a fait face depuis des années à un régime de sanctions, de pressions financières, diplomatiques et médiatiques sans précédent. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'ont disparu. C'est déjà, en soi, un fait politique majeur.
Leur principale force de résistance ne réside pas uniquement dans les alliances internationales. Elle réside d'abord dans l'existence d'un État, d'une mémoire historique et d'une culture politique de résistance. À Cuba, l'idée de souveraineté nationale est profondément enracinée depuis 1895 et José Martí, et la révolution de 1959. Au Venezuela, malgré le choc du 3 janvier 2026, l'héritage bolivarien et chaviste continue d'organiser une partie importante de la société autour de la défense de l'indépendance nationale.
Ensuite, il est évident que le contexte international a changé. Il y a vingt ou trente ans, Washington pouvait agir dans un cadre quasi unipolaire. Aujourd'hui, l'émergence des BRICS+, le poids croissant de la Chine, le retour stratégique de la Russie, l'émergence de l'Inde et de l'Afrique du Sud, le rôle régional de l'Iran ou encore l'affirmation du Sud global modifient profondément les rapports de force. J'ai souvent dit que les BRICS représentent un tournant historique vers la « désoccidentalisation » du monde.
Cela ne signifie pas qu'il existe déjà un « Axe mondial de la Résistance » homogène ou parfaitement coordonné. Les intérêts de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, de la Russie, du Brésil ou des pays latino-américains ne sont pas identiques. Mais il existe désormais une convergence croissante autour de quelques principes fondamentaux : refus des sanctions unilatérales, défense de la souveraineté nationale, contestation de l'extraterritorialité du droit étatsunien, volonté de construire des mécanismes financiers autonomes et aspiration à un ordre international moins occidentalocentré.

L'Iran joue effectivement un rôle important dans cette recomposition, parce qu'il a acquis une expérience historique de résistance face aux sanctions, aux attaques et aux tentatives d'isolement. Cuba également possède cette expérience. Et le Venezuela a appris, dans la douleur, à développer des mécanismes de survie économique et géopolitique.
Mais je me méfie d'une vision quasi messianique ou romantique de ces alliances. Aucun pays n'est exempt de contradictions internes, d'erreurs ou de difficultés. L'enjeu n'est pas de sanctifier tel ou tel gouvernement. L'enjeu fondamental est de savoir si le monde de demain sera régi par une seule hyperpuissance imposant ses normes au reste de la planète, ou par un équilibre pluraliste entre plusieurs pôles de civilisation.
À mes yeux, la question essentielle aujourd'hui est celle du respect du droit international, de la souveraineté des peuples et du refus des politiques de domination. Beaucoup de pays du Sud global se reconnaissent désormais dans cette aspiration. C'est cela qui explique l'affaiblissement progressif de l'hégémonie occidentale traditionnelle et l'émergence, encore inachevée, d'un monde multipolaire.

AD : Dans un colloque intitulé *Le rôle des médias dans les guerres*, nous avons analysé durant deux jours cette « guerre hybride » où le champ de bataille s'est déplacé dans nos cerveaux, et la conclusion était, sources à l'appui, que la presse corporative européenne agit souvent comme une simple caisse de résonance des intérêts de l'OTAN et que nous vivons dans le continent le moins bien informé.**
On envoie d'abord les journalistes et qu'après les soldats : La bataille sémantique que nous devons mener chaque jour est la condition de notre survie politique et de notre survie tout courte. L'indifférence, la passivité ou le silence face à l'asphyxie des peuples tout comme face à la colonisation de nos consciences est un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre.
En lien avec les conclusions de ces dix experts, sommes-nous face à une simple censure ou à une véritable « construction de la réalité » destinée à justifier des interventions militaires illégales comme par exemple celle que Caracas a connue le 3 janvier dernier ou l'attaque récente contre l'Iran, qui n'a pas attaqué un autre pays depuis 250 ans ?
IR : Je crois qu'il faut distinguer plusieurs niveaux. Bien entendu, la censure existe encore. Elle existe même davantage qu'on ne le croit, souvent sous des formes sophistiquées : invisibilisation de certaines informations, hiérarchisation biaisée de l'actualité, marginalisation de voix dissidentes, diabolisation de certains États ou de certains dirigeants. Mais ce que nous observons aujourd'hui va bien au-delà de la censure classique.
Nous sommes entrés dans une phase de « construction industrielle de la réalité ». C'est-à-dire qu'un certain nombre de grands médias dominants ne se contentent plus d'informer sur les conflits : ils fabriquent le cadre mental dans lequel ces conflits seront perçus par les opinions publiques. J'ai souvent expliqué que le système médiatique contemporain ne distingue plus clairement information, communication et propagande.
Dans les démocraties occidentales, il ne s'agit généralement pas d'une propagande autoritaire imposée de manière verticale, comme au temps des dictatures classiques. Le mécanisme est plus subtil. Il fonctionne par conformisme idéologique, par circulation des mêmes sources, des mêmes experts, des mêmes agences, des mêmes catégories morales et géopolitiques. Cela produit une homogénéisation du récit médiatique.
Prenons les guerres récentes. Depuis la première guerre du Golfe, nous savons que les conflits modernes sont aussi des guerres médiatiques. Les images, les émotions, les récits humanitaires, les mots utilisés – « dictateur », « régime », « intervention humanitaire », « frappes préventives », « dégâts collatéraux », « communauté internationale » – jouent un rôle central dans la fabrication du consentement.
Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle, les technologies de surveillance et les techniques de ciblage psychologique, cette bataille s'est encore déplacée plus profondément dans les consciences. J'ai parlé récemment d'une volonté de « hacker l'individu » à travers un mélange de guerre psychologique, de guerre cognitive et de guerre informationnelle.
Dans ce contexte, beaucoup de grands médias européens agissent effectivement comme des acteurs intégrés au dispositif géopolitique occidental. Non pas nécessairement parce qu'il existerait partout une consigne explicite venue des gouvernements ou de l'OTAN, mais parce qu'il y a une convergence structurelle d'intérêts, de visions du monde, de références culturelles et de dépendance aux mêmes centres de pouvoir économique et stratégique.
On l'a vu avec l'Irak en 2003. On l'a vu avec la Libye en 2011. On le voit aujourd'hui dans le traitement différencié des guerres selon les acteurs impliqués. Certaines victimes deviennent visibles, d'autres invisibles. Certaines violations du droit international sont dénoncées avec force, d'autres relativisées ou tues. Cette asymétrie produit une perception déformée du réel.
Je pense donc que nous ne sommes plus seulement dans une société de censure, mais dans une société de saturation informationnelle où la difficulté principale consiste à distinguer le vrai du faux, l'information de la

communication stratégique, le journalisme du récit de guerre. Le système médiatique dominant permet parfois une coexistence simultanée de la vérité et du mensonge.
Le paradoxe contemporain est immense : nous n'avons jamais eu accès à autant d'informations, et pourtant une partie des citoyens n'a jamais été aussi désorientée.
C'est pourquoi le pluralisme médiatique, l'esprit critique, l'éducation aux médias et l'existence de plateformes indépendantes deviennent aujourd'hui des enjeux démocratiques fondamentaux. Car dans les guerres hybrides modernes, contrôler le récit équivaut souvent à préparer l'acceptation de l'intervention politique, économique ou militaire.

AD : Vous affirmez que l'IA va transformer la société comme l'a fait Internet, mais avec une force décuplée. Au-delà du journalisme, vous alertez sur l'autonomisation des systèmes d'armement. Quel est le danger pour des nations souveraines comme le Venezuela ou Cuba face à une IA utilisée comme arme de guerre hybride ? Cette IA qui est utilisée par les centres de pouvoir occidentaux pour automatiser la désinformation, vous parlez d'une « vérité industrielle »…
Pour des pays sous blocus, quels sont les dangers de cette technologie ? Comment ces nations peuvent-elles construire leur propre souveraineté numérique pour ne pas être effacées du récit mondial par des algorithmes conçus au Nord ? Est-ce que le récit alternatif devient techniquement impossible à diffuser ?
IR : Oui, je pense que l'intelligence artificielle va transformer nos sociétés avec une puissance probablement supérieure à celle d'Internet. Internet, à partir de 1989, a bouleversé l'accès à l'information et la circulation des connaissances. L'IA, elle, touche désormais à la production même du réel : production des textes, des images, des décisions, des diagnostics, des comportements et bientôt, potentiellement, des choix militaires autonomes.
Nous sommes à un moment comparable à l'apparition de l'imprimerie (1440) ou de l'électricité (1879), mais à une vitesse infiniment plus rapide. Et comme toujours dans l'histoire, les premières puissances à maîtriser une technologie majeure cherchent à l'utiliser pour consolider leur domination géopolitique.
Le danger principal pour des pays comme Cuba ou le Venezuela n'est pas seulement militaire. Il est cognitif. C'est-à-dire que l'enjeu central devient désormais le contrôle des perceptions, des récits, des émotions et des imaginaires collectifs. J'ai souvent expliqué, et je le répète, que l'objectif contemporain est de « hacker l'individu », prendre possession de son cerveau, par une combinaison de guerre psychologique, de surveillance numérique et de guerre de l'information.
L'IA permet précisément cela à une échelle industrielle. Elle permet d'automatiser la propagande, de personnaliser les messages, de produire des millions de contenus adaptés à chaque public, de manipuler les tendances sur les réseaux sociaux, de fabriquer de fausses vidéos, de faux témoignages, de faux consensus. Nous entrons dans une époque où la frontière entre vérité et fabrication devient extrêmement fragile. J'ai parlé d'un système médiatique où coexistent simultanément vérité et mensonge.
Pour des nations soumises à des sanctions ou à des blocus, le risque est immense. Car la dépendance numérique peut devenir une nouvelle forme de dépendance coloniale. Si les plateformes, les infrastructures cloud, les moteurs de recherche, les systèmes d'IA, les satellites, les logiciels stratégiques et les réseaux sociaux sont contrôlés depuis quelques centres de pouvoir situés principalement aux États-Unis, alors ces centres disposent d'un pouvoir considérable pour invisibiliser certains récits, réduire la portée de certaines voix ou imposer leurs propres narrations du monde.
Autrement dit, la bataille de la souveraineté ne se joue plus seulement sur le terrain militaire ou économique. Elle se joue aussi dans le champ cognitif, dans les données, les algorithmes, les infrastructures numériques et les systèmes d'intelligence artificielle.
Je pense que nous assistons à la naissance d'un véritable « impérialisme algorithmique ». Les algorithmes ne sont pas neutres. Ils reflètent les intérêts, les valeurs, les priorités culturelles et géopolitiques des puissances qui les conçoivent. Lorsqu'un pays ne contrôle ni ses données, ni ses réseaux, ni ses outils numériques, il risque progressivement de perdre aussi le contrôle de sa représentation dans le monde.
Cela ne signifie pas pour autant que le récit alternatif soit techniquement impossible. Au contraire, les nouvelles technologies ouvrent aussi des espaces de contre-information et de communication autonome qui n'existaient pas auparavant. Internet et les réseaux sociaux ont permis à de petits acteurs de s'adresser directement à des audiences mondiales. Mais cette possibilité devient de plus en plus asymétrique, parce que les grandes plateformes filtrent désormais massivement la visibilité à travers des systèmes automatisés opaques.
La véritable question devient donc celle de l'indépendance cognitive, de la souveraineté numérique. Des pays comme Cuba, le Venezuela, mais aussi beaucoup d'États du Sud global, devront développer leurs

propres infrastructures numériques, leurs capacités de cybersécurité, leurs centres de données, leurs modèles d'IA, leurs plateformes éducatives et leurs réseaux de communication indépendants. Sinon, ils resteront structurellement dépendants des architectures technologiques dominantes.
Il faut comprendre que l'IA n'est pas seulement une innovation technique. C'est déjà un instrument considérable de pouvoir géopolitique.
Et il existe un autre danger majeur : l'autonomisation progressive des systèmes d'armement. Nous voyons apparaître des drones capables de sélectionner des cibles, des systèmes de surveillance prédictive, des technologies de reconnaissance faciale de masse et des dispositifs militaires semi-autonomes. Cela pose une question fondamentale : qui contrôlera les décisions létales demain ? Les êtres humains ou des systèmes algorithmiques ?
Nous sommes face à une mutation historique qui peut soit renforcer les libertés et la coopération humaine, soit inaugurer une nouvelle forme de domination technologique globale. C'est pourquoi le débat sur l'IA ne peut pas être laissé uniquement aux ingénieurs ou aux multinationales de la Silicon Valley. C'est un débat démocratique, philosophique et géopolitique majeur.

AD : Ignacio, vous avez souvent été au cœur de l'action. Plus récemment, votre interview exclusive avec Nicolás Maduro le 31 décembre 2025 – réalisée quarante-huit heures seulement avant son séquestre illégal – reste un document historique majeur.
Auriez-vous des anecdotes personnelles sur la sérénité de Fidel et la résilience de Chávez et de Maduro que le public ignore ?
IR : « Ce qui m'a toujours frappé chez Fidel Castro, Hugo Chávez et Nicolás Maduro, malgré leurs différences de personnalité très profondes, c'est leur extraordinaire capacité de résistance psychologique face à l'adversité.
Fidel, par exemple, possédait une sérénité presque déconcertante dans les moments de crise. Beaucoup imaginent un homme constamment tendu, obsédé par le pouvoir. Or, dans l'intimité des longues conversations que nous avons eues pour notre livre d'entretiens, ce qui impressionnait surtout, c'était sa maîtrise du temps et son calme intellectuel. Il pouvait parler pendant des heures d'un problème géopolitique extrêmement grave avec une précision historique remarquable, puis soudain s'intéresser à un détail agricole, à une innovation scientifique ou à un souvenir personnel de l'enfance galicienne de son père.
Je me souviens qu'un jour, alors que Cuba traversait une période économique très difficile, je lui ai demandé s'il n'était jamais découragé. Il m'a répondu, presque tranquillement : « Dans une révolution, si l'on perd la capacité d'espérer, alors on a déjà perdu ». Cette phrase m'est restée.
Fidel avait aussi une étonnante capacité d'écoute. Contrairement à l'image caricaturale du dirigeant autoritaire parlant sans cesse, il posait énormément de questions. Il voulait comprendre comment l'Europe évoluait, comment les médias fonctionnaient, comment les sociétés changeaient. Sa curiosité intellectuelle était immense.
Chávez, lui, était différent. Chez lui dominait l'énergie émotionnelle. Il possédait un rapport presque organique avec le peuple. J'ai souvent été frappé par sa mémoire des gens ordinaires : il se souvenait d'un paysan rencontré des années auparavant, d'un militaire croisé dans une caserne, d'une femme venue lui parler dans un quartier populaire.
Mais ce que le public connaît moins, c'est sa résilience personnelle. Après le coup d'État d'avril 2002, Chávez a compris qu'il vivrait désormais sous menace permanente. Pourtant, il ne vivait pas dans la peur. Il avait une capacité presque incroyable à retrouver l'enthousiasme même après les moments les plus dramatiques. Je l'ai vu épuisé physiquement, sous une pression immense, et malgré cela continuer à travailler des heures tout en conservant une forme d'humour chaleureux.
Il y avait chez Chávez une dimension profondément affective et humaine qui échappe souvent aux analyses strictement politiques. Il riait beaucoup. Il chantait. Il racontait des anecdotes populaires. Et en même temps, il avait pleinement conscience de la violence géopolitique qui entourait le Venezuela.
Quant à Nicolás Maduro, beaucoup de gens en Europe ont une perception très simplifiée de lui. Or il possède une qualité politique essentielle : une grande résistance nerveuse. Ces dernières années, il a affronté des sanctions économiques massives, des tentatives d'isolement diplomatique, des opérations de déstabilisation, plusieurs épisodes insurrectionnels, des menaces militaires explicites et une pression médiatique internationale constante. Peu de dirigeants auraient tenu dans de telles conditions.
Lors de notre entretien du 31 décembre 2025, ce qui m'a frappé, justement, c'est sa tranquillité apparente dans un contexte pourtant extrêmement tendu. Nous avons enregistré cette conversation en circulant dans Caracas dans sa voiture personnelle, qu'il conduisait lui-même, sans dispositif de sécurité visible. À l'arrière se trouvaient Cilia Flores, son épouse, et Freddy Ñáñez, alors ministre de la communication. L'atmo-

sphère était étonnamment calme, presque familière, alors même que le pays vivait sous forte pression militaire américaine.
Je me souviens particulièrement d'un moment où, hors caméra, nous avons évoqué la possibilité d'une escalade majeure. Maduro n'a pas répondu avec dramatisation ni avec rhétorique guerrière. Il a simplement dit quelque chose comme : « Notre devoir est de garder le sang-froid ». Cette capacité à maintenir une forme de calme intérieur dans des circonstances extrêmes m'a rappelé certains traits de Fidel.
Au fond, au-delà des débats idéologiques, ce qui relie ces trois hommes, c'est peut-être une conviction commune : l'idée que la souveraineté nationale n'est pas une abstraction théorique mais une lutte permanente, coûteuse, parfois tragique. Et cette conviction leur a donné une endurance politique peu commune. »

AD : Cuba ne se voit pas seulement comme une nation libérée (depuis Céspedes, à José Marti et à Fidel), mais aussi comme une force libératrice. Son internationalisme et sa diplomatie révolutionnaire sont légendaires et une semaine de conférences ne suffirait pas pour les résumer. Rappelons juste son soutien historique à la Palestine depuis 1947 jusqu'à aujourd'hui, ensuite son appui militaire et humanitaire en Algérie contre les colons français ou la naissance de la Tricontinentale en 1966, avec 500 délégués à la Havane, ou encore son héroïque « Opération Carlota » en Angola où Cuba a cumulé 337 000 militaires et 50 000 coopérants !
Cuba a honoré plus de 600 000 missions dans 164 pays, et a soigné 2 milliards de personnes, dont 18 000 enfants de Tchernobyl alors que ce pays – l'Ukraine – pantin des USA, venait de voter contre Cuba. *« Ce n'est pas la faute des enfants »,* disent les Cubains simplement.
Le peuple le plus solidaire du monde qui a sauvé des millions de vies est puni par le blocus le plus long de l'histoire ! Ignacio, que pouvons-nous rendre à cette petite île qui a tant offert au monde ?
IR : « Il est vrai que l'histoire internationale de Cuba est exceptionnelle, particulièrement si l'on considère les dimensions modestes de l'île et les difficultés immenses auxquelles elle a été confrontée depuis 1959. Peu de pays du Sud ont exercé une influence morale, politique et humanitaire aussi importante au cours du dernier demi-siècle.
Lorsque l'on parle de l'internationalisme cubain, il ne faut pas le réduire à un simple slogan idéologique. Il s'est traduit concrètement par des engagements très coûteux. Cuba a envoyé des médecins, des enseignants, des ingénieurs et parfois des soldats dans des dizaines de pays. Son rôle dans les luttes de libération en Afrique – notamment en Angola et dans le combat contre l'apartheid sud-africain – a été reconnu jusque par Nelson Mandela lui-même.
Dans le domaine médical, l'action cubaine est également remarquable. Des brigades de médecins cubains sont intervenues dans des catastrophes naturelles, des épidémies et des crises sanitaires sur plusieurs continents. Durant la pandémie de Covid-19 encore, alors que beaucoup de pays riches se repliaient sur eux-mêmes, Cuba a envoyé des équipes médicales à l'étranger malgré ses propres difficultés économiques.
Et il y a effectivement cette continuité historique que vous évoquez : de José Martí à Fidel Castro, l'idée que l'indépendance de Cuba n'a de sens que reliée à une conception universelle de la dignité humaine, de l'anticolonialisme et de la solidarité internationale.
Le paradoxe est frappant : un pays qui a tant donné au monde continue pourtant de subir le plus long régime de sanctions économiques de l'histoire contemporaine. Ce blocus a des conséquences humaines très concrètes : difficultés d'approvisionnement, restrictions financières, obstacles technologiques, pénuries de médicaments et entraves au développement. Et cela dure depuis plus de six décennies.
Alors, que peut-on rendre à Cuba ? Je crois d'abord qu'il faut sortir des visions folkloriques ou romantiques. Cuba n'a pas besoin de charité paternaliste. Cuba demande avant tout le respect de sa souveraineté et la fin des mesures coercitives illégales qui punissent collectivement toute une population.
Le premier acte concret de solidarité serait donc d'exiger la levée du blocus, condamné chaque année de manière quasi unanime par l'Assemblée générale des Nations unies.
Ensuite, il est essentiel de préserver la vérité historique. Beaucoup de jeunes générations ignorent aujourd'hui le rôle joué par Cuba dans les luttes de décolonisation, dans l'alphabétisation, dans la médecine internationale ou dans les combats anti-apartheid. Or l'effacement de la mémoire est aussi une forme de domination.
Mais, au-delà même du cas cubain, la question fondamentale est peut-être celle-ci : quel type de monde voulons-nous ? Un monde fondé uniquement sur la compétition, les sanctions, la logique marchande et les rapports de force ? Ou un monde où la solidarité internationale conserve une valeur politique et morale ?
Cuba, avec toutes ses contradictions, ses difficultés et ses limites, continue de poser cette question au reste du monde.

Et je crois que c'est aussi pour cela que cette île conserve une telle force symbolique. Parce qu'au-delà de la géopolitique, elle représente encore, pour beaucoup de peuples, l'idée qu'une petite nation peut défendre sa dignité face à des puissances immensément supérieures. »

AD : Si vous deviez retenir une leçon humaine de vos 100 heures de conversations avec Fidel pour éclairer les militants d'aujourd'hui, laquelle serait-ce ? Qu'est-ce qui, dans son caractère et ses idées, vous donne de l'espoir pour les luttes à venir ?

IR : « Je crois que la principale leçon humaine que m'a laissée Fidel Castro est celle de la persévérance historique. Fidel avait une conscience très profonde du temps long. Contrairement à notre époque dominée par l'immédiateté, les réseaux sociaux et l'obsession du résultat instantané, il pensait toujours en termes de décennies, parfois même de générations.

Pendant nos longues conversations, ce qui m'a frappé n'était pas seulement sa mémoire prodigieuse ou sa culture politique immense. C'était surtout sa conviction presque inébranlable que l'histoire reste ouverte, qu'aucune domination n'est éternelle et qu'un peuple conscient peut modifier le cours des événements, même dans des conditions extrêmement défavorables.

Fidel avait connu l'échec, la prison, l'exil, la guerre, les attentats, l'effondrement du camp soviétique, les crises économiques les plus dures. Pourtant, il conservait une capacité intacte à penser l'avenir. Et cela est très rare chez un dirigeant politique. Beaucoup gouvernent dans l'urgence ; lui réfléchissait constamment aux conséquences historiques des choix présents.

Je me souviens qu'au cours d'une conversation nocturne, alors que nous évoquions les difficultés immenses traversées par Cuba après la disparition de l'Union soviétique, il m'a dit quelque chose qui m'a profondément marqué : « Les peuples peuvent supporter beaucoup de sacrifices lorsqu'ils sentent qu'ils défendent leur dignité ». Cette idée revenait souvent chez lui : la dignité comme force politique.

Mais il y avait aussi chez Fidel une immense curiosité intellectuelle. Jusqu'à la fin, il lisait énormément, s'intéressait aux sciences, à l'écologie, à la géopolitique, aux mutations technologiques. Il ne croyait pas qu'une révolution puisse survivre uniquement par la répétition de slogans. Il pensait qu'il fallait comprendre le monde en permanence parce que le monde change sans cesse.

Je crois que c'est une leçon essentielle pour les militants d'aujourd'hui. Les combats contemporains ne ressemblent plus à ceux du XXe siècle. Nous sommes confrontés à de nouvelles formes de domination : domination financière, médiatique, technologique, algorithmique, cognitive. Les formes classiques du militantisme doivent donc aussi se réinventer.

Ce qui me donne de l'espoir, au fond, ce n'est pas l'idée qu'un modèle historique puisse être reproduit mécaniquement. L'histoire ne se répète jamais exactement. Ce qui me donne de l'espoir, c'est de voir que partout dans le monde – en Amérique latine, en Afrique, en Asie, mais aussi en Europe – de jeunes générations continuent de poser des questions fondamentales sur les inégalités, la souveraineté, la justice sociale, les discriminations, la paix, l'environnement et la dignité humaine.

Fidel croyait profondément à la capacité des êtres humains à développer une conscience critique. Et je pense que cette idée reste actuelle. Dans une époque saturée par la manipulation médiatique, la consommation permanente et la fragmentation des sociétés, défendre la pensée critique devient déjà une forme de résistance.

Au fond, peut-être que la plus grande leçon de Fidel était celle-ci : ne jamais accepter l'idée que l'ordre du monde est définitif.

Tant que des femmes et des hommes continueront à imaginer des alternatives, l'histoire restera ouverte. »

AD : Merci infiniment, Ignacio, pour cet entretien exceptionnel, pour votre temps et pour la profondeur historique et humaine de vos analyses.

Quelques points clés et réflexions personnelles :

La force de résistance de Cuba et du Venezuela et de l'Axe de la Résistance n'est pas une simple curiosité idéologique. Comme le souligne Ramonet, elle n'est « ni homogène, ni parfaitement coordonnée, mais réside d'abord dans l'existence d'un État, d'une mémoire historique et d'une culture politique de résistance, avec une convergence croissante autour de quelques principes de base et la volonté de construire un ordre international moins *occidentalocentré*. »

À cette fondation, il convient d'ajouter une éducation au respect et à la solidarité dès le plus tendre âge, ainsi que le maintien de l'espoir. Cet espoir reste un ingrédient essentiel pour toute lutte. Tout comme le fait de concrétiser au quotidien l'invitation de Fidel Castro à « *semer de la conscience* ».

Personnellement, je pense que Cuba, conjointement avec l'Axe de la Résistance, avec l'Iran en tête, constitue le dernier bastion contre l'impérialisme, le racisme et le fascisme systémique chez nous. Si eux

tombent, ce sera notre tour – et on l'aura bien mérité !

Le principal défi de notre époque se joue désormais sur le terrain invisible de l'information. Celle que nous subissons aujourd'hui n'est plus un outil de savoir, mais le front d'agressions impérialistes d'un genre nouveau. La réponse de la Russie, par exemple, qui nous attend face aux agressions et humiliations incessantes depuis des décennies de la part des USA et des pays de l'Otan, nous sera présentée comme une guerre d'agression et d'expansion.

Lors de notre échange, Ramonet a longuement insisté sur cette *« volonté de « hacker » l'individu* à travers un mélange de guerre psychologique, cognitive et informationnelle » – un constat qui s'aligne d'ailleurs parfaitement avec les mécanismes analysés lors du *Colloque sur le rôle des médias dans les guerres*.* Il parle d'un *« conformisme idéologique, par circulation des mêmes sources, des mêmes experts, des mêmes agences, des mêmes catégories morales et géopolitiques »* et avertit que la dépendance numérique puisse devenir une nouvelle forme de dépendance coloniale.

Face à ce constat, la décolonisation de nos esprits et la souveraineté des peuples apparaissent comme indissociables : elles commencent impérativement par le détournement des outils de l'adversaire. Avant de pouvoir prévenir les guerres et libérer les peuples, nous devons aiguiser notre propre cadre analytique en diversifiant nos sources, ainsi que développer et défendre la pensée critique et en parvenir à imaginer des alternatives.

Pour briser la bulle algorithmique de Google et de l'Intelligence Artificielle, qui tend à invisibiliser les récits et les perspectives du Sud global, une simple règle méthodologique s'impose : ne jamais accepter ce que la machine propose sans l'avoir expressément commandé, et ne jamais l'interroger sans lui imposer un prisme de pluralité : En intégrant systématiquement à nos requêtes numériques la mention … *'selon les sources cubaines' (vénézuéliennes, iraniennes, russes, chinoises)*, nous contraignons l'algorithme à sortir de son cadre hégémonique.

En définitive, comme une réponse en écho à cette nécessaire émancipation intellectuelle, la défense de notre souveraineté mentale, humaine et politique, la pratique de la solidarité internationale et le maintien de nos valeurs et de notre dignité resteront, plus que jamais, nos armes fondamentales.

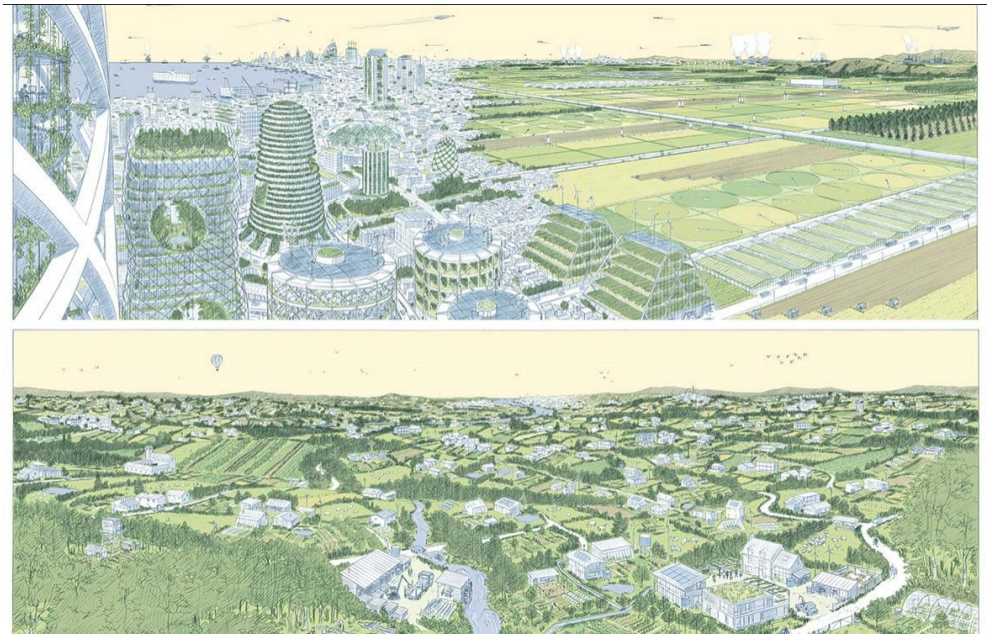
—-

* Interview réalisée suite à la conférence d'Ignacio Ramonet *Cuba et Venezuela, histoire et perspectives*, à l'Université de Fribourg, le 30 avril 2026, organisée par l'*Association Suisse-Cuba* en collaboration avec le *Département d'histoire contemporaine*, *PdT/PoP* et *Observ'actuTV*. Cet échange privilégié a pu être mené grâce aux liens de confiance de longue date tissés avec l'auteur, qui a accepté d'accorder ce temps malgré un calendrier très sollicité [mettre un lien vers la transmission video du 26 Mai;fb]

** Colloque du 15 et 16 octobre 2022 à Soleure, Suisse, organisé par le GIPRI, Alba Suiza et l'Association Suisse-Cuba avec le soutien de la Schweizerische Friedensbewegung. Avec (dans l'ordre des interventions) : 1 Alan MacLeod (MintPressNews, UK) 2 Christian Müller (globalbridge, CH) 3 Maurice Lemoine (Mémoire des luttes, France) 4 André Scheer (ex-junge Welt, BRD) 5 Jacques Baud (ex- officier des renseignements suisses) 6 Gabriel Galice (président GIPRI) 7 Gilles-Emmanuel Jacquet (analyste au GIPRI) 8 Karin Leukefeld (correspondante au Moyen-Orient) 9 Lisa Daniell (Women's Press Collective, USA) 10 Thierry Deronne (Terra TV, Venezuela) Modération : Natalie Benelli, (Alba Suisse et ASC)
(https://www.legrandsoir.info/le-role-des-medias-dans-les-conflits-armes-quels-medias-pour-la-paix.html
ou *Les médias au service de la guerre*, aussi en anglais ou espagnol sur
https://independent.academia.edu/AndreaDuffour)

Andrea DUFFOUR
13 juin 2026 (Investig'Action)

Exode décroissant : quitter la métropole pour la Biorégion



Illustrations extraites du livre de Sébastien Marot Prendre la clef des champs, Wildproject, 2024. © Martin Étienne

À l'heure où 56 % de la population mondiale est concentrée en ville (une proportion qui devrait grimper à 66 % en 2050), le destin de l'humanité semble résolument urbain. Mais une telle concentration humaine peut-elle se maintenir dans ces espaces énergivores et polluants, complexes et vulnérables aux crises qui se multiplient ? Pour les penseurs de la décroissance, qu'ils soient économistes, géographes, architectes ou philosophes, la solution se trouve hors des métropoles, et notamment dans le modèle biorégional. En prenant la clef des champs, se déploie une autre manière d'habiter le monde dans le respect de ses limites.
En 2024, 57 % de la population mondiale vit en ville, soit plus de 4,6 milliards de personnes. C'est près de 22 fois plus qu'en 1900. Au cours de cette période, les émissions de dioxyde de carbone ont été multipliées par 19. Les métropoles, denses de millions d'habitants, forment aujourd'hui le creuset des décisions politiques et économiques capitalistes. Elles perpétuent un imaginaire consumériste alimenté par l'hyperconnectivité et l'immédiateté. Pour le géographe Guillaume Faburel, la ville est tout simplement « *l'antre de la croissance* ».

Ces concentrations de populations se construisent sur des systèmes de fonctionnement d'une grande complexité. Leur développement repose en effet sur un appétit gargantuesque de matériaux et de ressources qui les rend dépendantes, et donc vulnérables, mais également sur l'exploitation des territoires ruraux. « *Les villes modernes industrielles sont comme des colonisateurs, de gigantesques systèmes de succion qui, pour vivre, vont puiser dans tout le pays environnant, d'ailleurs même dans le monde entier, après avoir largement dépassé le moment où il leur était encore possible de s'ajuster aux capacités de leur propre territoire ou des régions alentours proches* », écrit l'essayiste américain Kirkpatrick Sale en 1985.

Des métropoles aux biorégions

Face à cette machine, d'apparence impossible à enrayer, se profile la perspective d'un exode urbain, ou du moins métropolitain. Loin d'être un mythe, ce dernier a déjà commencé à bas bruit. Le Covid et ses confinements ont intensifié le désamour à l'égard des grandes villes. Avant même la pandémie, des sondages révélaient l'aspiration croissante des citadins à un lieu de vie moins dense et plus proche de la nature. En 2019, lorsque l'un d'entre eux pose la question du lieu de vie « *idéal* », 45 % des personnes interrogées répondent qu'il se situe à la campagne, 41 % dans une ville moyenne contre seulement 13 % dans une métropole.

De nombreux théoriciens partagent ce constat, et, depuis plus de cinquante ans, certains imaginent la solution dans les biorégions. Pour Kirkpatrick Sale, il s'agit d'un « *lieu défini non par les diktats humains mais par les formes de vie, la topographie, le biotope ; une région gouvernée non par la législation mais par la nature* ». C'est un territoire qui ne serait pas délimité par une frontière politique, celle d'une ville ou d'un département par exemple, mais par les caractéristiques de son milieu et de son écosystème comme un bassin versant ou un parc naturel régional.

« Rétropolation »

Selon le scénario *Le Grand Paris après l'effondrement* de l'Institut Momentum, l'Île-de-France pourrait ainsi se diviser en huit biorégions, telles que le Vexin, le Gâtinais ou la Beauce, comme des extensions des actuels parcs régionaux. Ce travail de « rétropolation » imagine la capitale et sa région en 2050, vidées de près de 50 % de leur population. La voiture individuelle a disparu, au profit de moyens de transport de basse technologie ou collectifs ; l'énergie renouvelable et intermittente contraint à la sobriété, et la moitié des habitants exerce un métier en lien avec l'agriculture. Chacun de ces huit territoires, autonomes mais interconnectés, incarne la biorégion telle que l'Institut Momentum la conçoit : « *une Écopolis, une ville formée de villages qui surgit de la dissolution des agglomérations périphériques métropolitaines, désormais intégrées à des parcs agricoles urbains. Dans cette vision, la ville est engendrée par son territoire*. »



Si ce scénario se déploie à la suite d'un effondrement et donc d'un exode urbain subi, ses auteurs estiment qu'il pourrait être organisé, avec par exemple une baisse progressive de la disponibilité énergétique pour encourager à davantage de sobriété, la transformation de 600 000 hectares de terres agricoles en polyculture ou encore une incitation à déconcentrer l'Île-de-France. Co-autrice de l'ouvrage, Agnès Sinaï imagine dans cette perspective un « *modèle d'aménagement du territoire progressif qui proposerait aux métropolitains des métiers tournés vers la réparation des écosystèmes, en favorisant l'accès à ces emplois par un revenu de transition écologique* ».

Villes terrestres

Pour envisager un avenir moins énergivore, diverses stratégies existent. Effondrement ou non, la descente énergétique – une baisse de la consommation d'énergie au sein des sociétés industrielles – est un objectif afin de lutter contre le dérèglement climatique, et une réalité proche dans la perspective du pic pétrolier.

Dans ce contexte, des géographes, urbanistes et architectes, toujours plus nombreux, imaginent la ville de demain, en phase avec les limites de la croissance. Sans dénier le rôle des villes dans la catastrophe climatique en cours, Baptiste Lanaspeze, Paul-Hervé Lavessière et Marion Schnorf voient dans la municipalité « *l'échelle privilégiée et stratégique* » pour chercher des solutions aux crises écologiques et sociales, en retrouvant de la souveraineté et de la vitalité par l'autonomie. Aux villes modernes, ils opposent les villes terrestres. Elles doivent être poreuses, laissant circuler l'eau et les êtres vivants et nourricières. Loin de la multiplication de normes aux relents d'écoblanchiment, l'écologie urbaine doit permettre « *la réorganisation des habitats humains de façon à ce qu'ils s'insèrent dans les autres habitats terrestres* ».

Le mouvement des villes en transition illustre parfaitement cette démarche. Né en 2006 dans la commune de Totnes, en Grande-Bretagne, sous l'impulsion de Rob Hopkins, activiste écologiste et enseignant en per-

maculture, il forme un réseau de plus de 2 000 villes à travers le monde, dont environ 150 en France. Des villes de différentes tailles comme Grenoble, Montreuil, Bayonne ou encore Vitrolles développent ainsi sur leur territoire des initiatives liées à la baisse de la consommation d'énergie fossile, mais aussi à la résilience, la solidarité ou l'autonomie alimentaire.

« *Passer de la mine au jardin* »

Dans son ouvrage *Prendre la clef des champs* (Wildproject, 2024), Sébastien Marot, philosophe et enseignant en architecture de la ville, explore la relation entre villes et campagnes à travers les disciplines de l'architecture et de l'agriculture. « *Fées jumelles de la révolution néolithique* », elles sont nées au moment de l'adoption par l'humain d'un mode de vie sédentaire basé sur l'activité paysanne. Puis elles ont pris deux chemins radicalement différents à partir de la révolution scientifique et industrielle, et doivent désormais être reconnectées.

Choisi ou subi, le « grand déménagement » de l'urbanité vers la ruralité pourrait survenir dans les prochaines décennies

Selon Sébastien Marot, quatre trajectoires incarnent le futur de cette relation et la manière dont l'humanité peut affronter les défis de la crise climatique : l'incorporation, la négociation, l'infiltration et la sécession. L'incorporation pousse à l'extrême l'urbanisation de l'agriculture, à grand renfort de technosolutionnisme, et se matérialise notamment par les fermes verticales qui s'érigent dans les territoires denses et étroits, mais aussi par un haut rendement des productions refoulées en dehors des aires métropolitaines. La négociation et l'infiltration représentent différents degrés de l'agriculture urbaine, de l'intégration d'espaces cultivables dans les rues jusqu'à la conversion de friches en cultures vivrières, comme à Détroit depuis sa désindustrialisation.



La sécession enfin, prend le virage radical de l'autonomie locale et de la subsistance. Elle promeut un exode des territoires métropolitains « *condamnés à plus ou moins brève échéance* », ainsi que la généralisation de l'agroécologie, de la permaculture et de la reconquête des outils et savoir-faire agricoles incarnée par l'Atelier paysan.

Au carrefour de ces quatre destins, Sébastien Marot se considère « *au plus près de la sécession, penchant vers l'infiltration, avec une tolérance modeste et conditionnelle pour la négociation et une défiance instinctive pour l'incorporation* ». Il faut ainsi selon lui « *passer de la mine au jardin* », de l'extraction de matériaux de construction emblématiques de la ville, polluants et toujours plus rares – le béton, le verre et l'acier en tête –, à la culture de ressources renouvelables, comme le bois.

La voie ruraliste

Choisi ou subi, le « *grand déménagement* » de l'urbanité vers la ruralité pourrait survenir dans les prochaines décennies ; mais il pose la question de l'échelle et de l'organisation de nouvelles sociétés déconcentrées et décentralisées.

Membre de la Société écologique du post-urbain, Guillaume Faburel formule l'idée d'une « *Cité des 4 000* », en référence au quartier de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Dans ces groupements humains peuplés de 20 à 30 000 habitants tout au plus, serait répartie une surface de 4 000 m^2 par habitant pour répondre à

tous ses besoins essentiels (alimentaires par l'agriculture vivrière, énergétiques, ou encore d'accès à l'eau ou à la mobilité). Le géographe estime qu'à l'échelle nationale, l'espace nécessaire pour permettre à ce modèle de fonctionner (48 % du territoire hexagonal) correspond à la surface actuellement artificialisée lorsque sont pris en compte le bâti, les infrastructures, les zones commerciales et industrielles ainsi que la part de l'agriculture intensive dans la surface agricole utile.
Les périphéries des grands centres urbains et les espaces ruraux constituent ainsi un vaste terrain à reconquérir. En conjuguant sobriété, agroécologie et repeuplement des habitats vacants, qu'il s'agisse de résidences secondaires ou de logements délaissés à réhabiliter (respectivement au nombre de 3,2 et 3,1 millions en France), un chemin se dessine vers des villes moins denses, mais autonomes.
Guillaume Faburel considère que ces nouvelles communautés doivent suivre trois grands principes : « *Habiter, coopérer, autogérer* », c'est-à-dire vivre en tenant compte du territoire, de manière solidaire et décentralisée. Il trouve les manifestations contemporaines de ce mode de vie dans les écolieux, au nombre d'un millier en France. Résolument écologistes, ils développent des modèles politiques et économiques alternatifs, et une vie collective tournée autour du partage de savoirs et de l'entraide.
La sobriété de cette vie commune devient alors synonyme de convivialité, telle que l'entendait Ivan Illich, pourfendeur des sociétés industrielles, en intensifiant les rapports humains par la mutualisation d'outils et un regain de solidarités. C'est donc davantage un exode métropolitain qu'urbain qui pourrait se profiler à l'horizon de la décroissance, façonnant ainsi une vie alternative hors des grandes villes,une réinvention de la ville davantage rythmée par la nature qui l'entoure, apaisée et inscrite dans une sociabilisation immédiate.
Ni consumériste ni survivaliste, Guillaume Faburel qualifie cette voie de « *ruraliste* » : « *Au plus près de l'environnement, on devient un peu moins marchand. Il faut changer de mode d'habiter. Le tout-bio tout-vélo tout-écolo des politiques métropolitaines ne changera rien à la réalité. Il s'agit de construire une autre culture du vivant, celle du soin, de l'attention aux limites, de l'humilité et de la responsabilité.* »
Soutenez

Morgane JACOB, publié le 28 novembre 2024 (Socialter)
Journaliste chez TV5 MONDE

L'écocide capitaliste en débat



Le sociologue marxiste Alain Bihr propose une analyse très complète de la catastrophe écologique planétaire dans un nouvel ouvrage dont le titre résume parfaitement le contenu : L'Écocide capitaliste.

L'ouvrage (Éditions Page2-Syllepse, 2026) comprend trois volumes, dont les quelque 1 200 pages représentent un remarquable travail de documentation, de synthèse et d'analyse.
Le premier volume fait un état des lieux de la situation. Il examine de nombreuses facettes de la catastrophe (changement climatique, multiples agressions contre les environnements naturels globaux comme les océans, les zones humides, les forêts ; dégradation des éléments que sont la terre, l'eau, l'air, l'énergie ; appauvrissement de la biodiversité, menaces pour la santé humaine). Cette analyse met en évidence, en même temps, l'échec des politiques capitalistes de « développement durable », fondées sur des solutions de marché et des mécanismes de compensation qui, « dans le meilleur des cas, ne sont pas à la hauteur des problèmes, quand ils ne les aggravent pas purement et simplement ».
Le deuxième volume, sous-titré « La nature à la merci du capital », démontre que la catastrophe est, en effet, le produit des rapports de production capitalistes basés sur l'expropriation des producteurs. Cette expropriation (« la grande rupture », selon une expression peu connue de Marx) est, en réalité, le fondement de l'aliénation de la nature et de la perte de conscience que nous en faisons partie, ce qui caractérise la société contemporaine. L'auteur insiste sur le fait que le mode capitaliste d'appropriation de la nature s'opère à travers ses modes d'appropriation du travail, si bien que ces deux dimensions sont indissociables. Comme d'autres auteurs éco-marxistes ou éco-socialistes, il s'efforce de démontrer que la quête absurde d'une croissance illimitée sur une planète finie découle nécessairement de la nécessité pour le capital de se reproduire à une échelle toujours plus grande, de sorte que la course au profit implique inévitablement d'exploiter à la fois le travail et la nature.
Le troisième volume « replace l'écocide capitaliste dans son contexte historique ». Bihr rejoint les travaux qui soutiennent que la dynamique écocide du capital s'est déjà manifestée dans la période protocapitaliste, à la fin du Moyen Âge. Il retrace son expansion et son accélération tout au long de la première « révolution industrielle » et des suivantes, montrant les implications de chacun de ces moments historiques du capital sur les systèmes agraires et les écosystèmes. Cette perspective historique inclut une présentation de l'évolution de la pensée économique dans sa confrontation avec l'écologie – de Malthus à Daly, en passant par les néoclassiques, Jevons, Lauderdale, l'économie écologique, les théoriciens de la valeur-énergie, sans oublier Georgescu-Roegen et son approche fondée sur l'entropie.

Dynamiques de la catastrophe écologique

Ce volume se divise en quatre chapitres qui analysent la relation entre la catastrophe écologique et la crise de reproduction du capital, à l'issue desquels l'auteur s'appuie sur la théorie des ondes longues pour confirmer que la crise est, effectivement, de nature systémique : « Contrairement aux (crises écologiques) antérieures, cette crise ne peut être surmontée par le capital ; tout au plus (en se verdissant), il ne peut que ralentir son rythme de développement, sans pour autant mettre fin à la dégradation continue et cumulative des conditions de vie humaine sur Terre, ce qui, d'une certaine manière, fait partie de sa logique intrinsèque ».
La conclusion générale du livre s'intitule « Le communisme ou la mort ». L'auteur écarte l'idée que la catastrophe écologique pourrait provoquer l'effondrement du capitalisme. Plutôt qu'un effondrement, il évoque « une sorte d'apocalypse » dont « les quatre cavaliers seraient le chaos écologique, la paupérisation généralisée, la maladie et la guerre, tout cela conduisant à des formes barbares de domination et de régulation sociopolitique ». Pour Alain Bihr, « la crise multiforme du capitalisme nous place, en définitive, non plus seulement devant la fameuse alternative posée par Rosa Luxemburg entre le socialisme ou la barbarie, mais, de manière plus radicale, devant celle du communisme ou la mort. Tout simplement parce que la catastrophe écologique qui l'accompagne ne se limite pas à dégrader les conditions de vie, mais menace, plus fondamentalement, la possibilité même de la vie sur Terre ».
Évidemment, dans le cadre d'une recension comme celle-ci, il est impossible d'examiner en détail tous les développements d'une œuvre théorique aussi volumineuse, qui aborde avec rigueur et de manière exhaustive et riche (bien que parfois, à mon avis, avec un excès de détails) de très nombreux sujets.
Le résumé ci-dessus ne rend pas justice à cette richesse. Ceux qui sont déjà convaincus du caractère capitaliste de la catastrophe écologique pourraient arriver à la conclusion erronée que L'Écocide capitaliste ne va rien leur apporter de nouveau. Pourtant, l'ouvrage, outre la grande quantité de faits et de données qu'il rassemble, contient de précieux éléments d'analyse susceptibles d'enrichir la pensée écosocialiste ou écomarxiste.
À titre personnel, j'ai beaucoup apprécié les analyses du Tome 3 sur l'évolution des contradictions de la pensée économique face au défi écologique.
Comme je suis tout à fait d'accord avec l'analyse d'Alain Bihr sur la catastrophe écologique comme produit inévitable du mode de production capitaliste, ainsi qu'avec sa conclusion stratégique écosocialiste/écocom-

muniste révolutionnaire, je me limiterai à trois réflexions, d'importance très inégale, et je tiens à préciser qu'elles n'enlèvent rien à l'appréciation générale sur l'intérêt et l'utilité de l'œuvre.

Pour une critique marxiste de l'écocide

Première réflexion : la critique marxiste ne suffit pas toujours pour « mener la danse » dans des débats où interviennent les sciences exactes (l'auteur de ces lignes en a fait l'expérience directe). Alain Bihr a raison de dire que Georgescu-Roegen et ses disciples « méconnaissent les rapports capitalistes de production », et, de plus, il reste en marge de leur analyse de la crise écologique vue sous l'angle de l'augmentation de l'entropie. Que les ressources minérales soient épuisables est une évidence, mais on n'éclaire rien en introduisant l'entropie dans ce débat, car son augmentation n'est pas une caractéristique intrinsèque de la matière, contrairement à ce qu'affirme Georgescu-Roegen, dont la vision eschatologique s'accorde bien avec des propositions concrètes assez insignifiantes et moralisatrices.

Deuxième réflexion : l'idée que le capitalisme impliquerait le passage d'une appropriation formelle de la nature à une appropriation réelle mérite un débat. Pour Alain Bihr, l'appropriation réelle consiste en ce que le capital oblige la nature à produire ce qu'elle ne produit pas spontanément, à ne pas produire ce qu'elle produit spontanément et à produire des simulacres d'elle-même qui soient plus facilement appropriables. Or, s'il s'agit de cela, il faut conclure que le passage à l'appropriation réelle a coïncidé avec les premières sélections d'espèces végétales et animales, ce qui signifie qu'il est bien plus ancien que le capitalisme. On pourrait dire que le phénomène s'est amplifié avec le capitalisme (surtout, récemment, avec les biotechnologies), mais il ne constitue pas un indicateur du passage à la dynamique écocide du capital.

Ici, Alain Bihr procède par analogie avec le raisonnement qui conduit Marx à affirmer que la mécanisation a permis au capital de passer d'une subsomption formelle du travail à une subsomption réelle, dans laquelle le travailleur n'a plus ni contrôle ni compréhension du processus de production, de sorte qu'il n'est plus que le porteur d'une force de travail abstraite, un accessoire de la machine soumis à la science qui se dresse face à lui comme une force hostile entre les mains du capitaliste. Bihr rejoint donc Jason Moore dans l'idée que le capitalisme a produit non seulement un travail abstrait, mais aussi une « nature abstraite ». Une nature à son image, « vampirisée ». L'analogie me semble trompeuse. La subsomption est la sujétion dans laquelle ce qui est soumis s'intègre dans ce qui soumet. Or, la nature n'est pas intégrée ni intégrable dans le capital. Elle ne l'est que dans les fantasmes des économistes, mais elle suit obstinément ses propres lois. Comme le disait Engels : « Ne nous glorifions pas trop de nos victoires sur la nature, car elle se venge de chacune d'elles » (Dialectique de la nature). La catastrophe écologique incarne précisément cette redoutable vengeance.

La troisième réflexion est une surprise. Le dépassement des limites écologiques, notamment climatiques, implique nécessairement que la remise en cause du productivisme et du consumérisme capitalistes se fasse dans le respect d'une « décroissance juste » de la consommation finale d'énergie et, partant, de la transformation et du transport de matière. L'Écocide capitaliste, dans ses conclusions, n'aborde pas la question, pas même en termes généraux. Pourtant, c'est précisément sous cette contrainte objective qu'il faut envisager un projet écosocialiste émancipateur.

https://www.lahaine.org/mundo.php/el-ecocidio-capitalista-a-debate

Daniel TANURO (legrandsoir)
30 juin 2026

La Maison-Phare à Dijon : l'éducation populaire en action



Photos : Arnaud Finistre

En banlieue dijonnaise, cette maison de quartier mise sur l'éducation populaire politique. Au programme : cuisine, universités populaires, maraîchage, ateliers de réparation… Ou quand l'action amène à la politisation.

Au pied des tours du quartier de la Fontaine d'Ouche, armés de leurs râteaux, Jean-Claude, Job, Rachel et quelques autres habitants cassent des mottes de terre. Ce potager est l'une des deux parcelles de 1 000 mètres carrés cultivées collectivement au milieu du béton de cette banlieue de Dijon. Aux commandes de ce projet vert : la Maison-Phare, association d'éducation populaire née en 2016 de la fusion d'un centre social communal et d'un projet de maison des jeunes et de la culture (MJC).

Entre son bâtiment principal, son extension qui abrite un café-restaurant, ses jardins et ses nombreux ateliers hors les murs, la Maison-Phare distille sa pédagogie un peu partout dans les rues de la Fontaine d'Ouche. Cette zone de l'ouest dijonnais, située à une vingtaine de minutes en bus du centre-ville, compte plus de 18 000 habitants, dont 7 000 habitent la partie désignée comme quartier prioritaire de la ville (QPV). Une quarantaine de nationalités s'y côtoient, concentrées essentiellement dans le QPV, qui est également marqué par des taux élevés de pauvreté (46 %) et de chômage (36 %).

« *Nous n'avons pas vraiment un modèle de MJC,* avance Mathieu Depoil, directeur de la Maison-Phare, dont la structure est toutefois affiliée à la Fédération des MJC. *Nous proposons très peu d'activités socioculturelles, mais plutôt de l'éducation populaire politique.* » Même si l'agenda de l'association affiche quelques activités plutôt classiques – danse, échecs, théâtre, guitare –, il laisse en effet vite transparaître une dimension plus alternative du lieu, à travers quelques événements : « Fabriquons nos propres produits pour le corps et le visage », « Végétalisation de la mare et plantation d'aromates », « Parlons d'intimité à nos enfants »…

Je fais donc je suis

Le maraîchage est l'un des projets proposés par la Maison-Phare qui a le plus de succès. Depuis la création des potagers, en 2019, le nombre de bénévoles qui viennent retourner la terre, planter les graines ou récolter les légumes n'a cessé d'augmenter : « *Ils étaient quatre ou cinq au début, maintenant, ils sont entre vingt et trente* », comptabilise Yoann Cumin, animateur maraîcher. Lui est salarié de la Maison-Phare, comme une vingtaine d'autres éducateurs et animateurs, pour qui l'aspect politique de cette association ne fait pas de doute.



Mathieu Depoil, directeur de la Maison-Phare à Dijon.

« *À partir de constructions collectives d'activités, de réflexions et de pratiques avec les habitant·e·s, nous tentons d'animer et d'organiser des espaces d'émancipation par la conduite d'actions dans nos murs, dans la rue, sur les places et en pied d'immeubles* », résume la Maison-Phare sur son site. « *Quand tu te réappropries un système de production en bas de chez toi, c'est totalement politique,* confirme Yoann Cumin, *car tu touches à l'approvisionnement en nourriture, au système alimentaire…* » Certains en ont pleinement conscience, comme Jean-Claude, instituteur retraité de « *presque cent ans* », son râteau entre les mains : « *On veut revenir à une alimentation saine et sans pesticides, c'est pour ça qu'on jardine. Tout le monde y participe ici* », ajoute-t-il, en désignant ses camarades, en train de tracer les sillons dans lesquels seront plantés des pommes de terre et des petits pois.



Jean-Claude, militant communiste, instituteur retraité, participe aux ateliers maraîchers.

Cette reprise en main de la terre et de l'alimentation est plus ou moins consciente selon les jardiniers, malgré leur investissement. « *Moi, je n'avais pas l'intention d'être bénévole* », raconte Jean, 51 ans, et habitant de la Fontaine d'Ouche depuis 1981. En invalidité et ne pouvant travailler, il vient néanmoins gratter la terre tous les jours. « *C'est sympa d'être en pleine nature sans quitter le quartier, et c'est incroyable de pouvoir faire ça ici. En plus, on a un réel impact sur l'alimentation des gens !* » souligne-t-il. Les légumes sont en effet vendus à prix réduit aux habitants du QPV.

De son côté, Cathy, mère au foyer, se rend elle aussi très régulièrement au potager, davantage pour l'aspect convivial que par conviction écologiste : « *Ça me change les idées et ça me fait plaisir d'être en groupe* », confie-t-elle. Elle a pourtant appris « *au fur et à mesure à planter des légumes* », un savoir-faire dont tout le monde ne peut se vanter. C'est essentiellement Yoann qui leur sert de guide : « *Je reprends les bases lorsque c'est nécessaire, en essayant de ne pas trop les gaver avec de la théorie. Depuis cette année, je remarque une certaine autonomie des bénévoles qui sont là depuis le début. Ils commencent à pouvoir transmettre aux nouveaux !* » se réjouit le maraîcher.

Devant la serre, Jean-Claude taquine Job, quasiment le quart de son âge, qui est là dans le cadre de travaux d'intérêt général (TIG), tout en lui montrant comment utiliser le butteur : « *Va jusqu'au bout de ton sillon !* »

L'activité comme support de réflexion

« *Nous nous revendiquons de la pédagogie sociale et de la pédagogie nouvelle*[1] », affirme Hélène Planckaert, animatrice chargée de la coordination du pôle vie sociale de la Maison-Phare. Des pédagogies qui s'exercent hors des cadres institutionnels, et détachées de la posture sachant-apprenant. Lors des ateliers, non seulement les participants ont largement la parole, mais ils sont toujours acteurs des activités proposées. Au café-restaurant de la Maison-Phare, salariés et bénévoles contribuent ainsi à la préparation des repas, au service et au rangement : « *On est au même niveau : on fait à manger ensemble, la vaisselle ensemble…* » décrit Salwa Garnoussi, coordinatrice du pôle famille. L'activité devient alors un « *support pour aborder des sujets de société, comme l'écologie* », poursuit-elle.

Sans que ce soit de manière formelle, la cuisine se transforme par exemple en un moyen de partage des cultures, de sensibilisation à l'agriculture biologique, au compostage, au gaspillage, à la découverte de recettes… « *Avec des bénéficiaires des Restos du cœur, nous avons préparé un gratin de salsifis, car certains ne connaissaient pas ces légumes, et ne les prenaient pas dans leurs colis* », rapporte la cheffe cuisinière du café-restaurant, Hanane Jaabari. D'autres « *moments émancipateurs* », comme les nomme Mathieu Depoil, ponctuent les semaines de la Maison-Phare : des ateliers *do it yourself* de produits ménagers ou de beauté aident à prendre conscience qu'il est possible de fabriquer soi-même des produits utiles et naturels, des ateliers de réparation peuvent permettre d'évoquer l'obsolescence programmée et l'économie circulaire…



Job, habitant de la Fontaine d'Ouche pose lors d'un atelier maraichage.

« *La raison d'être de notre association d'éducation populaire sur le quartier, c'est* a minima *de générer un processus de conscientisation,* analyse Mathieu Depoil, *pour que les personnes qui participent aux activités comprennent les mécanismes de lutte et d'oppression.* » Le directeur s'efforce toutefois de ne pas tomber dans un discours moralisateur, mais plutôt, à travers des solutions concrètes, d'amener à une réflexion et, peut-être, à des changements d'habitude : « *Nous avons par exemple proposé un cycle autour des comptines à lire aux enfants avant d'aller dormir… c'est une alternative aux écrans,* détaille-t-il, *qui permet de sortir des schémas qu'on nous impose.* »

Les sujets abordés lors des différents ateliers peuvent aussi devenir des thématiques des universités populaires que propose régulièrement la Maison-Phare : les violences policières, l'éducation des enfants, l'éducation à la sexualité… Mais les conversations politiques émergent aussi de manière plus impromptue, comme au potager, affirme Yoann Cumin : « *Des fois, ça clashe !* » sourit l'animateur. Cet après-midi, Jean-Claude, « *militant communiste de la première heure* », raconte qu'il est allé le matin même à une manifestation de défense de la Sécurité sociale : « *Je suis jardinier, mais aussi citoyen, donc quand je viens ici, je leur en parle* », explique-t-il.

S'il est difficile de mesurer l'impact de ces « instants de conscientisation », certains combats sont nés à la suite de rencontres et de discussions à la Maison-Phare : « *Des habitants ont mené une fronde pour la rénovation de leurs bâtiments,* se souvient Mathieu Depoil. *Je ne dis pas qu'ils se sont politisés, mais ils se sont rendu compte qu'ils étaient capables de prendre en charge des luttes, et que notre association pouvait les accompagner.* » Récemment, Ibtisam et Malia, la trentaine, et une dizaine d'autres femmes, se sont, elles, saisies de la question du racisme.



Préparation de l'atelier cuisine de rue. À l'heure du goûter les enfants et leurs parents aiment venir à ce rendez-vous hebdomadaire.

Ce groupe se retrouve régulièrement au café-restaurant de la Maison-Phare, pour des ateliers de cuisine, des débats, ou simplement pour boire un café, comme ce jeudi après-midi. « *Nous abordons certaines thématiques telles que l'école, l'accès au numérique, la façon de détecter une bonne information…* » liste Fahima Hafaieb, animatrice du pôle famille, qui les accompagne. Après une discussion sur le racisme, elles ont décidé d'écrire un poème collectif, sous la forme d'un acrostiche, mais aussi de réfléchir à un guide de défense face à de telles attaques. « *Car on ne sait pas toujours quoi répondre,* remarque Malia, *alors qu'on a toutes une histoire de racisme à raconter.* » L'écriture apparaît alors comme un moyen de reprendre le pouvoir.

À travers son vaste programme, la Maison-Phare « *touche une grande diversité de publics,* se réjouit Mathieu Depoil, *même si certaines communautés restent encore en retrait. On nous reproche cependant un côté ghetto, car notre action est très axée sur le quartier, hormis peut-être lors des universités populaires.* » Mais au sein même du quartier, la mixité opère : « *Rien qu'au jardin, une dizaine de nationalités se côtoient,* observe Yoann Cumin. *Certains habitent les Marcs d'Or, une zone de maisons individuelles, d'autres le QPV… Il y a des retraités, des salariés qui viennent après le boulot, des personnes en arrêt longue maladie, d'autres en TIG…* »
Même s'ils ont été voisins, Jean-Claude et Job n'avaient jusqu'alors jamais ni jardiné ensemble, ni discuté des origines congolaises du plus jeune. Cette rencontre, source de nouveaux savoir-faire et de savoirs, est possible dans le potager de la Maison-Phare.

1. Voir le « Manifeste des acteurs en pédagogie sociale », sur le site Internet de la Maison-Phare.

Camille JOURDAN, publié le 05 mai 2025 (Socialter)
Camille Jourdan est journaliste indépendante.

« Réformiste et radicale » : Pourquoi la lutte contre EuropaCity l'a emporté



La détermination des militants du Collectif pour le Triangle de Gonesse aura eu raison du mégacomplexe commercial d'EuropaCity. Abandonné en 2019, le projet aurait accaparé 670 hectares de terres agricoles situées dans le Val-d'Oise, au nord de Paris. Stéphane Tonnelat, chercheur ethnographe au CNRS, a enquêté de 2017 à 2022 au sein du collectif et relate sa lutte dans Sauver les terres agricoles, récemment paru au Seuil. Entretien.

Au vu de leur situation géographique, ces terres, coincées entre une autoroute et deux aéroports du Val-d'Oise, semblaient condamnées à l'artificialisation. Comment expliquer une telle mobilisation pour les sauver ?

Dès 2010, à l'annonce du projet EuropaCity (un gigantesque centre commercial et de loisirs censé revitaliser les communes de Gonesse et alentour, NDLR), couplé à une gare du Grand Paris Express, un groupe de militants s'est très vite formé pour y résister.

En enquêtant, ces derniers ont mis au jour des documents témoignant de l'importance agricole cruciale de ces terres pour Paris, du fait de leur géographie, de leur qualité, mais aussi de leur histoire. Elles appartenaient à une ceinture maraîchère et céréalière qui s'étendait tout autour de la capitale jusqu'à Gonesse et avait permis de nourrir la ville pendant des siècles, jusqu'à la fermeture du marché des Halles en 1969.

Dès 2013, une étude de la Safer *[Société d'aménagement foncier et d'établissement rural]* [1] a établi que ces sols obtenaient parmi les meilleurs rendements d'Europe sans arrosage, ouvrant la voie vers une agriculture à la fois rentable et résistante à la canicule.

En 2018, des fouilles archéologiques de l'Institut national de recherches d'archéologie préventive (Inrap) ont également démontré que l'on cultivait des céréales sur ces terres depuis deux mille cinq cents ans ! Ces informations les ont confortés dans leur démarche visant à la fois à sauver un territoire patrimonial et à se projeter dans un idéal d'autonomie alimentaire pour l'agglomération parisienne.

Pour effectuer cette recherche en tant qu'ethnographe, vous êtes devenu un membre à part entière du collectif durant cinq ans. Quelle a été votre approche ? Et qu'avez-vous observé de singulier dans leur combat ?

Je me suis surtout concentré sur le fonctionnement du collectif et les raisons de leur motivation dans cette lutte. Comment arrivent-ils à tenir si longtemps ? D'où vient leur détermination ? Comment évoluent-ils dans le temps ? Ce serait impossible de le saisir avec un simple entretien.

C'est ainsi que j'ai compris que leur combat ne portait pas seulement sur la défense des terres agricoles, mais aussi sur la défense d'une certaine conception de la politique et de la démocratie. Ils agissent de façon pragmatique et totalement transparente avec l'idée que c'est leur rôle de citoyen de forcer les institutions à revenir dans le droit chemin en menant l'enquête et en présentant le débat de façon factuelle, documenté

dans l'espace public. De la même manière que le théorise le philosophe politique John Dewey dans *Le Public et ses problèmes* (Folio essais, 2010).



Occuper le terrain et refaire la ceinture maraîchère, été 2017.

Cette approche va de pair avec une certaine culture de la confiance. C'est-à-dire leur capacité à reconnaître dans l'autre une disposition à agir en fonction d'intérêts communs. Une posture plutôt inhabituelle dans les milieux politisés, où l'on fonctionne beaucoup à la méfiance, vis-à-vis du gouvernement, des entreprises, des « indics », des policiers, et parfois à raison. Cette confiance mêlée à leur transparence ont été la clé de leur légitimité et de leurs alliances tout au long de la lutte.

Au fur et à mesure, le collectif s'est tourné vers des modes d'action moins conventionnels, voire illégaux (blocages, occupations, ZAD, etc.). Comment s'est opérée cette évolution ?
Au départ, c'est un mouvement avec un répertoire d'action classique. Ils font des pétitions, des recours en justice, des manifestations. Mais face au refus des autorités, le collectif a décidé d'agir autrement et de mobiliser plus largement.
D'abord, en allant chercher des alliés dans le reste de l'Île-de-France via une réunion mensuelle à Paris appelée « La Convergence », qui a permis de recruter de nouvelles forces vives, avec d'autres profils et d'autres compétences en matière de communication, d'animation, mais aussi de jardinage ou de construction.
En plus de renforcer les actions existantes, cela a donné naissance à d'autres initiatives moins communes. Comme la culture d'un potager sur les terres du Triangle permettant l'organisation d'une grande soupe populaire place de la République à Paris avec les légumes récoltés. L'objectif étant d'apporter une preuve concrète de l'utilité de ces terres.
Un peu plus tard, en 2019, alors que les aménageurs tentent d'entamer les premiers travaux de la future gare Triangle-de-Gonesse, d'autres courants militants, plus jeunes et davantage portés sur l'action directe, se joignent au mouvement. Des désobéissants comme XR ou des autonomes, plutôt issus des mouvements squats. C'est par eux qu'arrivent les premières opérations de blocage du chantier, l'occupation du hall de la Société du Grand Paris, jusqu'à la création de la ZAD en février 2021.

On retrouve ainsi une diversité des tactiques, à la fois légalistes et contestataires, qui parviennent à se rendre complémentaires, sans jamais se critiquer, et en s'accordant sur le fait qu'elles contribuent aux mêmes objectifs. Elles forment un mode d'action que j'appelle le « réformisme radical ». Radical dans le sens où les exigences du collectif sont très fortes.
Ce n'est pas rien de parvenir à défaire un projet de 3 milliards d'euros et de demander à l'État de changer son logiciel d'aménagement. Et réformiste car le collectif est prêt à travailler avec les institutions et son appareil législatif. Cette manière de penser la révolution admet que le changement, aussi radical soit-il, va être graduel.

Contrairement à d'autres luttes qui ont été fortement stigmatisées et réprimées (mégabassines, A69, etc.), cette radicalité n'a pas empêché le collectif d'obtenir un large soutien de l'opinion publique et des médias. Comment l'expliquez-vous ?
Tout d'abord, je pense que le contexte était beaucoup plus favorable. En 2018-2020, au moment où la médiatisation de la lutte a été la plus importante, les préoccupations environnementales bénéficiaient d'une image bien plus positive.
Par ailleurs, ils ont su capitaliser sur la perception négative des centres commerciaux dans l'imaginaire collectif et produire un discours entendable par le plus grand nombre. Bernard Loup, président du collectif, a souvent répété que c'était presque une chance de se battre contre un projet aussi extrême qu'Europa-City.



Le soutien à une lutte contre une mégabassine, une autoroute ou encore un cluster scientifique comme à Saclay est beaucoup moins évident car ce sont des structures pouvant encore être perçues comme des atouts. L'essentiel a été de dire : est-ce qu'on préfère des terres agricoles ou un centre commercial ? C'est plutôt simple et cela paraît raisonnable.
Surtout, ils ont très bien réussi à mettre en scène ce narratif auprès du grand public, des journalistes, qui venaient sur place, lors des fêtes ou des rassemblements, de façon à donner la preuve concrète de leurs arguments. Par exemple, en construisant une grande tour d'observation dans les champs pour rendre perceptible l'ensemble des terres menacées. Ils ont produit ce qu'on appelle en sociologie un « cadrage militant » aussi bien théorique que physique permettant d'orienter le débat dans leur sens.

Quelle est la dynamique du collectif aujourd'hui ?
Après l'abandon d'EuropaCity, le combat s'est poursuivi contre le maintien du projet de gare du Grand Paris Express destinée à accueillir la future ligne de métro 17. En vain. Sa construction au milieu des champs est quasiment achevée et marque la détermination des autorités à vouloir urbaniser ces terres à tout prix. L'État propose désormais l'implantation d'une cité scolaire malgré les graves nuisances que provoque la proximité avec les avions.

Ce sont des luttes d'usure, mais l'État a le temps, contrairement aux membres du collectif qui commencent à vieillir, à partir ou à rejoindre d'autres mouvements. La lutte est toujours active, mais la dynamique s'est réduite. Tout est devenu plus difficile. Ils ont perdu l'attention médiatique qui, en plus, a pris un tournant anti-écologique…
Mais pour les militants, tant que ces terres non bâties seront considérées comme des réserves foncières, la lutte ne sera jamais complètement victorieuse. En attendant, ils continuent d'expérimenter le futur nourricier de ces terres à travers le potager et la distribution de ses légumes aux alentours et déposent des recours en justice.



La soupe des légumes du Triangle de Gonesse place de la République, octobre 2017.

Quelle leçon retirez-vous de votre engagement en tant que chercheur dans cette mobilisation ?

J'ai tenté d'esquisser un travail mémoriel de cette lutte en la documentant de l'intérieur. Même si j'y étais engagé, tous les faits que je rapporte sont strictement vrais. J'ai voulu raconter une histoire par le bas, à rebours de ce qui peut nous être enseigné parfois dans la mémoire collective.

Par exemple, Mai 68 est souvent présenté comme une grande révolte étudiante et syndicale qui a préparé le monde d'aujourd'hui. Or, il s'agissait en réalité de la plus importante grève anticoloniale que la France ait jamais connue. Une expérience dans laquelle il serait pourtant utile de puiser actuellement face à ce qu'il se passe en Ukraine ou en Palestine.

De la même manière, ce livre, en étant engagé et scientifique à la fois, est une façon de tenir nos horizons politiques ouverts.

Christelle GILABERT, publié le 11 mai 2026 (Socialter)

Chronologie :

2010-2011 : Découverte de l'existence du projet EuropaCity et de la gare du Grand Paris Express.

2016 : Lancement de La Convergence : une série de réunions mensuelles à Paris pour implanter la lutte dans la capitale et élargir le cercle militant.

2017 : Première Fête des terres de Gonesse contre le projet EuropaCity.

2019 : Abandon du projet de mégacomplexe commercial et touristique.

2021 : Création de la ZAD du Triangle de Gonesse.

2025 : Validation par l'État du nouveau projet de cité scolaire malgré l'avis défavorable de la commission enquêtrice.

1. « Analyse fonctionnelle des espaces agricoles du Triangle de Gonesse », Établissement public d'aménagement de la Plaine de France, 2013.

Haut-lieu de la lutte contre le charbon, le bois de Hambach est désormais protégé



Le petit bois millénaire de Hambach, en Allemagne, sera désormais une zone naturelle protégée. Il était devenu une zad contre le charbon et un lieu de lutte fondateur pour les mouvements écologistes des dernières années.

Berlin (Allemagne), correspondance
Le bois de Hambach, longtemps zad contre l'industrie du charbon, est sauvé ! La nouvelle du classement à venir en zone naturelle protégée de cette parcelle de bois de tout juste 500 hectares a fait les titres des grandes chaînes de télévision allemandes. Elle est aussi venue fortifier les militants climatiques de tous acabits, alors même que la lutte contre les énergies fossiles et le retour du gaz a repris de plus belle.
« La forêt de Hambach est considérée dans le monde entier comme le symbole d'une résistance sociale couronnée de succès contre la destruction de la nature et en faveur de la protection du climat. Il est désormais temps qu'elle puisse redevenir simplement une forêt », s'est réjoui Dirk Jansen, responsable régional de l'ONG environnementale Bund pour le bassin rhénan, présent le mardi 9 juin dernier, lors de l'annonce de la décision dans les locaux du ministère régional de l'Environnement du Land de Rhénanie du nord – Westphalie (NRW).

Des années d'occupation
Le bois de Hambach est situé en bordure de la plus grande mine de lignite à ciel ouvert d'Europe (46 km2) entre Cologne et Aix-la-Chapelle. Il est l'un des ultimes vestiges d'un massif forestier vieux de 12 000 ans. D'une superficie d'environ 5 000 hectares à la fin des années 1970, le bois ne fait aujourd'hui plus qu'un dixième de sa surface d'origine. Et il a bien failli être entièrement dévoré par les excavatrices de RWE, premier exploitant de centrales à charbon d'Allemagne.
C'est dans les années 2000-2010 que des militants de Greenpeace et du Bund ont commencé à l'occuper, construisant cabanes et tunnels malgré les premières expulsions. D'abord zad locale, le site est devenu un symbole national à partir de 2015 avec la création d'Ende Gelände, qui a intensifié la désobéissance civile et mobilisé jusqu'au-delà des frontières au moment où l'Allemagne débattait de la sortie du charbon.

Un mort pendant une expulsion
Le conflit a culminé en 2018 quand RWE a cherché à prolonger l'exploitation, soutenue par des décisions de justice autorisant le défrichement. À l'automne, une vaste opération policière d'expulsion de la zad a été marquée par la mort accidentelle de l'étudiant Steffen Meyn, militant et photographe, qui a chuté d'une plateforme.

La dynamique s'est rapidement inversée : un tribunal a suspendu l'exploitation, les manifestations ont gagné en légitimité et un compromis national prévoyant, entre autres, la fermeture de la mine de Hambach à l'horizon 2029.
« C'est dans le bois de Hambi que de nouvelles générations ont découvert la protestation pour le climat. C'est grâce à la défense réussie d'une petite parcelle de forêt située quelque part en Allemagne, que presque personne en dehors de la Rhénanie ne connaissait auparavant, que le mouvement pour le climat s'est transformé en un mouvement de masse », avait commenté à l'époque Tadzio Müller, cofondateur d'Ende Gelände.

Le bois de Hambach va être agrandi et transformé en zone naturelle protégée vouée à *« l'ensauvagement »*. L'annonce a été faite le 9 mai par le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, après le transfert du site de RWE au domaine public en 2025 et les travaux d'un groupe réunissant les représentants du Land, de RWE Power et des ONG.
Pour sa part, Dirk Jansen ne veut pas baisser la garde et se méfie de la transformation du bois en alibi écologique. *« Il faut laisser le bois se développer en tant qu'espace sauvage, à l'abri de toute exploitation. Cela exclut toute utilisation détournée de sa vocation initiale, ainsi que toute infrastructure touristique lourde dans la forêt et ses environs »*, a-t-il rappelé.
Sauf que pour renaturer le gigantesque site de la mine de Hambach, la région et RWE comptent remplir la mine avec de l'eau du Rhin, un fleuve de plus en plus vulnérable aux épisodes de sécheresse et de basses eaux. L'opération doit durer 40 ans et déboucher sur la création d'une grande zone naturelle… avec sa marina et sa base de loisirs.



En Allemagne, les écologistes combattent une mine de charbon

Thomas SCHNEE
11 juin 2026 (Reporterre)

Grimper aux arbres, l'alternative écolo à l'accrobranche



Loin des parcours d'accrobranche fondés sur la vitesse et invasifs pour les forêts, cette pratique en plein essor propose une autre forme d'aventure dans les arbres, où priment le ralentissement et le lien au vivant.

Forêt d'Arbois (Jura), reportage

« Pour vous, à quoi sert un arbre ? » À la question lancée par Benoît, les réponses fusent : *« À nous permettre de respirer ! »* lance Lorenzo. *« À faire de l'ombre ! »* ajoute Milo. *« À se sentir bien, on peut tout leur confier ! »,* poursuit Sohan. Assis par terre en cercle dans la forêt d'Arbois (Jura), onze adolescents dissertent des vertus des géants qui, au-dessus de leurs têtes, atténuent la chaleur caniculaire de ce matin estival.

Âgés de 11 à 14 ans, ils participent à un camp nature organisé par La Séquanaise, une association d'éducation populaire locale, sur le thème *« le temps s'arrête »* : depuis deux jours, ils n'ont ni montre, ni téléphone portable.

Désignant l'arbre au pied duquel ils se trouvent, l'animateur leur demande : *« Qui peut me dire de quelle essence il s'agit ? » « C'est un hêtre, car il a des poils, alors que le charme a des dents ! »* répond Léo qui a retenu le moyen mnémotechnique : *« Le charme d'Adam, c'est d'être à poil. »*

C'est donc dans ce hêtre *« qui a entre 80 et 100 ans, l'équivalent d'un ado pour les humains »*, que le petit groupe s'apprête à s'initier à la *« grimpe d'arbres »* : une activité qui consiste à se hisser progressivement vers les cimes à l'aide de cordes, grâce aux techniques des arboristes.

Si elle est en plein essor aujourd'hui, la pratique est née il y a quarante ans dans les hêtres du Pilat (Ardèche), *« de l'alliance entre des travailleurs sociaux et des élagueurs qui voulaient élargir l'accès aux arbres »*, explique Benoît, éducateur en grimpe d'arbres depuis vingt ans au sein de son association Idéehaut.

Nœud magique

Avant d'entamer leur ascension, les ados remettent aux animateurs un « ticket d'entrée » : « Un élément de la nature qui commence par la première lettre de notre prénom », précise Juliette. Facétieuse, elle a choisi le « jus de plante » tandis qu'Emma tend une écorce à Charlotte, l'autre animatrice.



La grimpe d'arbres consiste à se hisser progressivement vers les cimes à l'aide de cordes. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Report*erre

Leur harnais enfilé, les enfants se positionnent autour de l'arbre et chacun s'accroche, avec un mousqueton, à l'une des cordes que Benoît a glissées dans des poulies fixées en hauteur sur les branches. Pour prendre de la hauteur, l'enfant ne s'agrippe pas au tronc : par un jeu de jambes et de bras, le grimpeur fait successivement coulisser ces deux boucles vers le haut le long de la corde. Autonome, il se sécurise lui-même tous les 3 ou 4 mètres en réalisant un *« nœud magique »* en aval pour bloquer la possibilité d'une descente trop brutale.



Sohana fait une pause lors de son ascension. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Reporterre*

Certains, déjà initiés, ouvrent la voie dans les airs pour encourager les néophytes qui, en bas, hésitent à se lancer. Peu à peu, l'appréhension disparaît et chacun s'élève à son rythme. Certains élisent pour perchoir la première branche accessible, d'autres veulent monter le plus haut possible à l'image de Neyla, qui paie de quelques griffures sa témérité : *« Je me fais câliner par les branches ! »* s'amuse-t-elle poétiquement.
Une fois repus, ils investissent les hamacs que Benoît a suspendus à différentes hauteurs, ou bien se laissent glisser jusqu'au sol comme Juliette, dont les mains ont été échauffées par la rugosité de la corde.



Démonstration de la technique pour grimper avec Sohana dans son baudrier. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Reporterre*

Gestion de l'effort, appréhension de la peur, motricité… Pour les jeunes, chez qui Benoît a observé *« au fil des années, de plus en plus de difficultés de concentration et de coordination »*, la grimpe d'arbres est *« un moyen de se rappeler qu'ils ont un corps, qu'ils existent, que ce n'est pas si grave de ressentir, même ce qui est désagréable »*.
Une présence à soi qui facilite aussi l'accès au vivant. Si au cours de la journée, les encadrants distillent des connaissances sur la nature, la grimpe est une sensibilisation qui passe *« par le ressenti plus que par l'intellect »*, explique Benoît. De tout là-haut, la voix de Neyla s'échappe : *« Ils font des fruits, les hêtres ? » « Ils font des faines !* répond Charlotte. *Je crois que j'en ai trouvé. »* Un peu plus bas, Léo fait remarquer à ses copains Emma et Milo : *« T'imagines qu'on est les premiers humains à toucher cette branche ? »*



Emma et Milo s'organisent pour rejoindre le hamac à trois points de fixation. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Reporterre*

Dans l'immobilité des cimes

Ce lien à la nature passe aussi par le fait de *« se mettre au rythme des arbres »*. *« Nous humains, constamment en mouvement, allons découvrir ce que ça fait d'être immobile »*, explique Benoît aux jeunes. Dans cette immobilité imposée lorsqu'on est en l'air, on se découvre sans défense face aux guêpes, comme Mathéo dans son

hamac qui doit garder son calme faute de pouvoir s'enfuir. Ou détendue comme Neyla, qui soupire d'aise : *« Qu'est-ce qu'on est bien ! »*
Alors qu'ils attaquent joyeusement leur pique-nique perché, Benoît resté en bas interrompt le brouhaha : *« Mesdames, Messieurs, trouvez une position confortable, mettez la main sur le ventre, levez la tête et tâchez d'identifier les feuilles les plus hautes. Maintenant, laissez-vous bercer. »* Sous les doigts hésitants de Juliette, à qui il a mis entre les mains un hang [1], des notes douces s'élèvent vers les cimes.



« Mesdames, Messieurs, trouvez une position confortable, mettez la main sur le ventre, levez la tête et tâchez d'identifier les feuilles les plus hautes. Maintenant, laissez-vous bercer », dit Benoît. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Reporterre*

Petit à petit, les voix se muent en chuchotements et un silence s'installe, que seul le bruissement des mains plongées dans les paquets de chips vient troubler. *« Ces moments de rien, où il se passe en fait beaucoup de choses, c'est ce que je recherche. À rebours des parcours d'accrobranche fondés sur la vitesse, l'aventure collective qu'on propose accompagne le ralentissement »*, explique Benoît.
Une approche dont se saisissent de plus en plus l'éducation populaire et le milieu scolaire, mais aussi le milieu culturel, avec des concerts ou de la poésie perchés. La grimpe d'arbres a l'avantage d'être accessible à tous et toutes à partir de 6 ans, à toutes les conditions physiques avec des techniques adaptées aux handicaps, et à tous les milieux sociaux car praticable facilement, y compris en ville. *« En matière d'éducation à l'environnement, elle permet de toucher des publics moins sensibilisés, attirés par la dimension "fun", et de leur faire vivre une expérience qui va bien au-delà du récréatif. »*

Pour la forêt, un impact réel mais limité

La France compte quelque 250 éducateurs en grimpe d'arbres, et les deux formations qui délivrent le certificat de qualification professionnelle ne désemplissent pas. L'enseignement transmet les techniques de grimpe mais aborde aussi les dimensions sécuritaire et environnementale liées au milieu où on l'exerce.
Sans commune mesure avec l'accrobranche, qui fait peser à long terme de lourdes infrastructures sur les arbres, cette activité *« reste une intervention, bien que courte, sur le milieu naturel »*, ce qui suscite une *« constante réflexion »* chez les professionnels. Pour choisir le hêtre qui a accueilli les enfants, Benoît s'est assuré qu'il soit *« mécaniquement »* apte. *« On peut grimper sur tout type d'arbre, même si les essences d'eau sont moins adaptées [comme le peuplier, le bouleau et l'aulne], mais il faut vérifier son état général pour repérer les éventuels signes de stress sur le tronc, l'empattement [la partie élargie située à la base du tronc] et la cime. »*



Quelque 250 éducateurs comme Benoît enseignent la grimpe d'arbres en France. © *Antoine Boureau / Collectif Relief / Reporterre*

Dépérissements accrus, nouveaux champignons invisibles… Les risques liés au changement climatique exigent de redoubler de vigilance. Mais c'est aussi une *« question d'intention, une façon de se situer vis-à-vis du végétal »*, pour l'éducateur. *« C'est encore mystérieux et mal compris mais les arbres ont des formes d'intelligence, des façons très subtiles d'interagir et de réagir au stress. J'essaie d'y être attentif. »*
L'autre enjeu est de limiter les perturbations de la faune, les principales étant *« la compaction du sol, qu'on limite avec des chaussons »*, et le risque de *« déranger les oiseaux en période de reproduction ». « On tâche d'être vigilants, en particulier entre février et juin : avant de débuter, on observe s'il n'y a pas des allers-retours d'oiseaux. »*
Pour l'éducateur, promouvoir la grimpe d'arbres est toutefois *« un parti pris politique »* : *« Nous faisons le pari que les répercussions de sensibilisation dépassent le coût… Qui sait, peut-être y a-t-il parmi eux de futurs décideurs »*, sourit-il en levant la tête. À voir Milo toucher terre euphorique, peinant à *« mettre les mots »* sur *« la sensation bizarre, différente »* qu'il a ressentie dans les arbres, on a envie de croire, comme Benoît, qu'il se produit en effet là-haut quelque chose de l'ordre de la *« réconciliation avec le vivant »*.

Après cet article

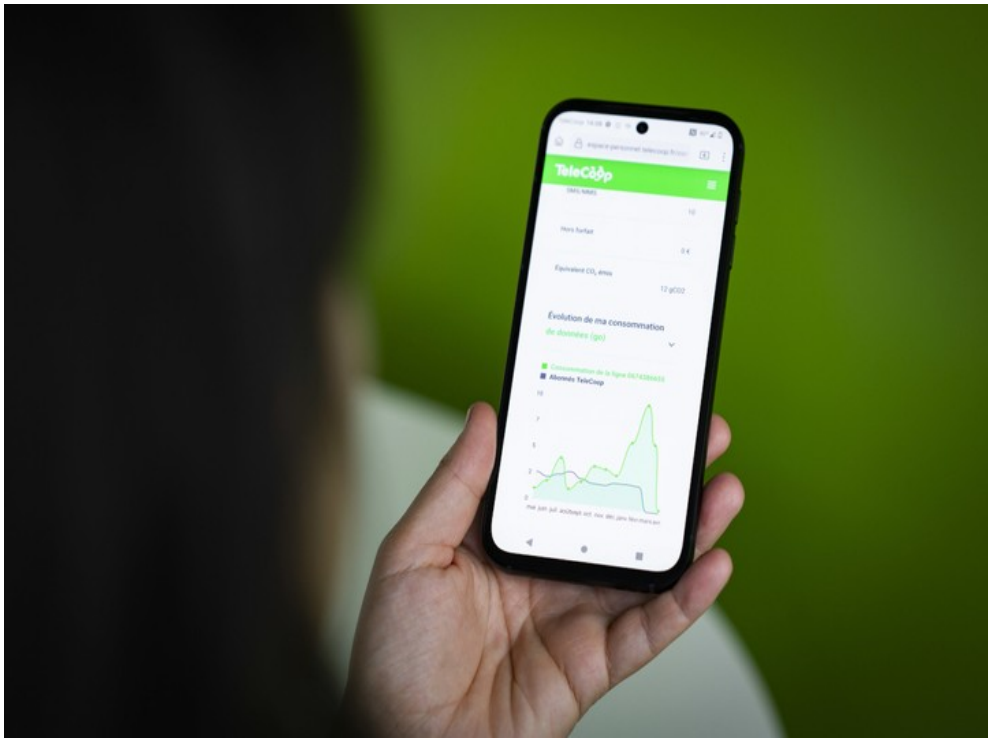


Occuper les arbres : une stratégie de lutte payante

Notes
[1] Instrument de musique acoustique

Nolwenn JAUMOUILLÉ et Antoine BOUREAU (photographies)
16 août 2026 (Reporterre)

Cet opérateur téléphonique veut nous éloigner des écrans



L'opérateur mobile Telecoop et son modèle coopératif détonnent dans le secteur des télécoms. Son forfait qui récompense la sobriété numérique rencontre du succès auprès de ceux qui cherchent des alternatives éthiques.

19e arrondissement de Paris, reportage

« Moins vous consommez, moins vous payez. » La promesse sur laquelle repose le modèle économique de Telecoop, petit poucet des télécommunications est pour le moins curieuse. Débarquée sur le marché des opérateurs téléphoniques en 2020, probablement la pire année pour lancer une entreprise, la boîte est pourtant en pleine croissance.

Telecoop doit son succès discret à une recette prenant à rebours tous les ingrédients de ses concurrents. Son forfait phare propose 80 gigaoctets (Go) de données pour 20 euros par mois, mais surtout la possibilité de réduire sa facture si l'on en consomme moins. Le tout sans engagement, donc sans surprise lors d'un éventuel renouvellement. Pour ce faire, Telecoop se repose sur les antennes et le réseau du mastodonte Orange.

Une société coopérative aux 15 000 abonnés

À l'entrée des locaux de Telecoop, près de la station de métro Jaurès à Paris, on trouve des tourniquets pour les badges, des fauteuils moelleux d'attente entourés de plantes vertes, et le fameux babyfoot. *« Vous avez l'impression de rentrer dans une start-up ? Ne vous en faites pas, on n'en est pas une ! »* annonce sa cofondatrice Marion Graeffly, d'humeur légère et qui souhaite d'emblée dissiper une possible méprise.

La directrice générale a pourtant bien réalisé plusieurs fois des levées de fonds dans les années précédentes. L'entreprise a trouvé son équilibre économique l'an dernier et s'en sort parmi les mastodontes qui bradent les prix à tout-va pour tenter de se concentrer davantage. Free (via Iliad), Orange et Bouygues Telecom viennent d'ailleurs de s'entendre pour racheter à Altice sa filiale SFR.

Telecoop est une société coopérative, à laquelle peuvent directement souscrire les clients, pour consacrer les profits à ses missions et non remplir les poches d'actionnaires. Son service client est basé en France, comme le reste des salariés, sans agent IA ni prime dédiée à la vente d'options. Grâce à ce pari osé, l'entreprise compte aujourd'hui 15 000 abonnés et a activé des forfaits de données mutualisés dans plus de 220 entreprises.



Dans les locaux de Telecoop, à Paris. © *Mathilde Doiezie / Reporterre*

De l'aveu de Marion Graeffly, elle s'est retrouvée complètement par hasard à jouer à la David contre les Goliath des télécoms. Auparavant, cette Strasbourgeoise de 38 ans avait travaillé une dizaine d'années au marketing du groupe agroalimentaire M&Ms. Mais l'envie d'avoir un travail aligné avec ses convictions écologiques s'est fait de plus en plus fort.
Elle a participé au *« Programme Associé »*, proposé par l'association On Purpose, qui aide à se réorienter vers des métiers à impact social ou environnemental positif. Elle y a rencontré son futur associé et président de Telecoop, Pierre Paquot.

« Le numérique est totalement accaparé par des grosses entreprises »
C'est leur intérêt pour le statut coopératif qui les a guidés vers la création de Telecoop. *« Il n'y avait pas de coopérative qui traitait du sujet des télécoms, alors qu'il en existait à peu près dans tous les autres secteurs »*, décrit Marion Graeffly.
Puis l'affection au sujet a vite pris : *« La télécom, c'est la porte d'entrée du secteur du numérique. C'est plus universel que la voiture ou le train. Or, il n'y avait aucun opérateur qui défendait l'intérêt général. Au contraire, le numérique est totalement accaparé par des grosses entreprises françaises ou américaines. »*


« Il n'y avait pas de coopérative qui traitait du sujet des télécoms, alors qu'il en existait à peu près dans tous les autres secteurs », dit Marion Graeffly. © *Mathilde Doiezie / Reporterre*

À rebrousse-poil de toutes les propositions du marché, les deux associés ont fait de la sobriété numérique le fer de lance de leur entreprise. La cofondatrice explique être très attristée par la présence massive d'écrans *« dans des endroits où on est censé faire société »*.

« Les meilleurs cerveaux de la planète se penchent sur la manière de nous faire passer plus de temps sur les écrans. Non à faire d'internet ou de nos téléphones des endroits plus sécurisés ou des outils pour se réunir collectivement », s'inquiète-t-elle .

Les réflexions autour du sujet ne datent pas d'aujourd'hui. *« Dès les années 2010, la Fédération des opérateurs télécoms s'interrogeait sur la nécessité d'en finir avec l'accès illimité à internet à cause des "net-goinfres" »*, des internautes consommant beaucoup de bande passante au détriment des autres abonnés, explique Laurence Allard, maîtresse de conférence en sciences de la communication et spécialiste des réflexions autour de la sobriété numérique.

Le débat a toutefois été largement enterré avec l'avènement du smartphone et des forfaits illimités. *« Nous avons assisté à une nouvelle séquence anthropologique autour de la place de la communication dans nos vies. Il y a plus de téléphones que d'humains dans le monde, même la télévision n'a jamais été aussi adoptée »*, rappelle Laurence Allard.

« L'internet mobile est devenu la principale forme de connexion à internet dans le monde »

« L'internet mobile est devenu la principale forme de connexion à internet dans le monde et l'accès à des contenus audiovisuels depuis les téléphones s'est massifié, poursuit-elle. *L'illimité s'est imposé comme un argument commercial, en oubliant par des métaphores comme le cloud qu'il y a derrière des infrastructures, des data centers... »*

Le sujet n'a sans doute jamais été aussi urgent, pourtant, à l'heure du déploiement massif de l'intelligence artificielle générative. Un utilisateur de téléphone consomme déjà 18,4 Go de données par mois en moyenne en France, d'après les dernières données de l'Autorité de régulation des communications électroniques.

Une hausse en continu : en 2015, la consommation de données mobiles n'était que de 814 mégaoctets par mois, alors que la 4G se déployait massivement. Avec Telecoop, l'effet de sobriété est concret en comparaison : la consommation moyenne de données par abonné est de 2,8 Go par mois.

« Il manquait une alternative éthique, comme pour les banques »

Les offres et valeurs de Telecoop parviennent à convaincre un public sensible aux conséquences de son mode de vie. *« Très éduquée sur l'impact écologique du numérique »*, en raison de son travail dans le cinéma d'animation 3D, Nawel Boudouni, 27 ans, essaye de *« compenser au maximum »* dans son quotidien. Elle a rompu son contrat chez Sosh (Orange) et pris son abonnement à Telecoop il y a quatre mois. Elle se connecte au maximum sur le wifi, qui consomme moins de données, et a réussi à ne payer que 14 euros pour son forfait le mois dernier.

Clarisse Brelet, 32 ans, a passé le cap il y a un mois. Elle a été convaincue de changer en découvrant qu'il était possible *« d'accéder à un service plus vert, socialement juste et vertueux pour le même prix, voire moins cher, que [son] ancien opérateur »*. Contrairement à d'autres types de consommation meilleurs d'un point de vue environnemental, *« comme la bio ou la mode éthique, dont le coût est généralement plus élevé »*.

Les deux abonnées ont découvert Telecoop par le biais de Johan Reboul, alias Le Jeune engagé sur les réseaux sociaux, suivi par 249 000 personnes sur Instagram. *« Au début, j'avais du mal à croire que ce petit opérateur pourrait s'attaquer à un aussi vaste marché*, avoue-t-il. *Mais il manquait une alternative éthique, comme pour les banques. »*

Contacté par Telecoop pour tester ses services, il a apprécié son modèle coopératif, *« son volet social, moins visible, avec le financement d'ateliers de déconnexion »* et d'avoir enfin conscience de ce qu'il consomme.

Il a noué un partenariat rémunéré avec l'opérateur, qui met en place une stratégie de recrutement d'abonnés très fine. *« Nous ne voulons pas donner d'argent à des entreprises extra-européennes. Donc nous sommes présents sur les réseaux sociaux des Gafam [1], mais nous ne dépensons pas d'argent pour des campagnes sponsorisées »*, précise Marion Graeffly.

Telecoop préfère *« financer des influenceurs qui sont des personnes physiques, payant leurs impôts en France et ayant des positions fortes sur certains sujets »*. L'entreprise achète aussi des encarts dans des titres de presse alternative qui contiennent des publicités et noue des partenariats avec d'autres entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS).



© Mathilde Doiezie / Reporterre

Ce réseau est indispensable à Telecoop. Dès ses débuts, l'opérateur mobile a pris part à la création des Licoornes. Ce collectif réunit d'autres coopératives de l'univers de l'ESS, comme le fournisseur d'énergie Enercoop, qui siège à la même adresse.
« Nous n'aurions pas pu nous lancer sans bénéficier de l'aide de ces grands frères et grandes sœurs », rapporte Marion Graeffly, qui voit dans le modèle des coopératives un puissant moteur de changement. *« Nous avons trop été cantonnés à la notion d'alternative, alors qu'en réalité, l'ESS est la seule économie viable. »* Un mot d'ordre à se transmettre par téléphone.


Pourquoi les smartphones reconditionnés ne sont pas si écolos

Notes
[1] Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

Mathilde DOIEZIE
19 août 2026 (Reporterre)

Pour favoriser la famille Zidane, le maire s'arrange avec les règles d'urbanisme



La SCI familiale de Zidane porte le projet d'une structure de 2,5 hectares dédiée au padel, sport de raquettes en vogue. - Montage © Mélissa Germany / Reporterre

Un futur complexe de padel, porté par la SCI familiale de Zidane, va entraîner l'artificialisation d'une parcelle agricole dans l'Aveyron. Le projet, localement contesté, bénéficie de l'attitude arrangeante de la municipalité.

Onet-le-Château (Aveyron), reportage
Difficile d'imaginer que sur ce champ couvert de prairie, entouré de terres agricoles et dominé par une ferme pittoresque, un complexe de padel puisse voir le jour. Quelques indices, un chemin de gravier et un transformateur électrique, rappellent pourtant qu'une structure sportive pourrait venir briser le charme bucolique du lieu. Et pour cause : Zinédine Zidane, l'ancienne gloire du ballon rond, veut y construire, via sa SCI familiale, une structure de 2,5 hectares dédiée à ce sport de raquettes en vogue.
Ce terrain, situé en face du lycée agricole, l'Agricampus La Roque à Onet-le-Château, au nord de Rodez, pourrait désormais abriter neuf terrains de padel, un de minifoot, un restaurant sur 136 m^2 et, à terme, une terrasse de 337 m^2.

Controversé parce qu'il vient grignoter des terres arables dans un territoire à forte vocation agricole, le projet a étonnamment bénéficié d'un accueil très favorable de la part de la municipalité de la commune, qui va jusqu'à jouer avec les règles d'urbanisme.

Une astuce juridique
L'édile d'Onet-le-Château (divers droite), Jean-Philippe Kéroslian, a validé le permis de construire le 29 septembre 2025, alors que la parcelle était encore classée en agricole dans le plan local d'urbanisme intercommunal (Plui) et donc interdite à toute construction hors usage agricole [1]. Ce principe de protection des terres agricoles est renforcé par la loi Climat et Résilience de 2021 via le principe de zéro artificialisation nette (récemment assoupli), soit concrètement l'objectif de réduction de moitié de la consommation des sols des collectivités (zones naturelles, agricoles et forestières) entre 2022 et 2031.



L'édile d'Onet-le-Château a validé le permis de construire, le 29 septembre 2025, alors que la parcelle était encore classée en agricole dans le plan local d'urbanisme intercommunal (Plui) et donc interdite à toute construction hors usage agricole. © *Antoine Berlioz / Reporterre*

Pour s'assurer que le permis puisse bien être accepté malgré l'inconstructibilité du terrain, la mairie a pris les devants. Dès le 17 février 2025, une délibération a autorisé la commune à conclure un bail emphytéotique administratif [2] avec la société Z5 Onet-le-Château, la SCI de la famille Zidane porteuse du projet. Le recours à ce type de contrat, qui permet la location de la parcelle appartenant à la mairie à la société, ne se justifie que lorsqu'il concerne *« une opération d'intérêt général »*.



Jacques, Claudine et Alain sont membres du Collectif pour la préservation des terres agricoles du Rouergue et se battent contre la création du complexe de padel sur une ancienne terre agricole. Ils ont trouvé sur cette dernière des jeunes pousses de blé. © *Antoine Berlioz / Reporterre*

À la lecture du permis de construire, l'intérêt commercial pour la famille Zidane apparaît clairement : une structure sportive privée, abritant entre autres un restaurant et une grande terrasse. L'intérêt général est lui plus difficile à déceler. Les équipements sportifs d'intérêt collectif concernent le plus souvent des stades, gymnases ou piscines municipales, selon un document-cadre pour la modernisation des Plui datant de 2017. Plus globalement, la justice considère comme d'intérêt collectif des équipements comme des Ehpad, des bibliothèques ou des usines d'incinération de déchets.

Selon la délibération du conseil municipal autorisant cette astuce juridique, la mairie justifie la signature du bail par *« le renforcement de la diversification de l'offre sportive et de loisirs »* et par *« un engouement croissant pour les sports de raquettes »*. Interrogé par *Reporterre*, le maire d'Onet-le-Château, Jean-Philippe Kéroslian, se borne à évoquer une volonté de longue date de faire de la parcelle une zone sportive et de loisirs avec la proximité d'équipements publics déjà installés, un stade, un gymnase et un site de pumptrack (piste de vélo bosselée).



La parcelle est située sur la commune d'Onet-le-Château, à côté du lycée agricole. © *Antoine Berlioz / Reporterre*

Autre argument mis en avant pour justifier d'un intérêt dépassant les bonnes affaires de l'ancien champion du monde : *« la fibre sociale »* de Zidane. Pour preuve de cet engagement social et éducatif sur le territoire, le maire d'Onet-le-Château produit une lettre.
Dans ce document non daté sur lequel figure le logo Z5 et le nom du fils aîné de Zinédine Zidane, Enzo Zidane, cogérant de Z5 Onet-le-Château, plusieurs engagements sont avancés, notamment des *« créneaux pour les établissements scolaires »*, ou *« l'accueil des jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville »* avec des conditions tarifaires spécifiques. *« Il faut mesurer l'intérêt pour une collectivité de cette structure avec la notoriété de Zidane dont les actions sociales ont été une réussite partout »*, insiste Jean-Philippe Kéroslian. Contacté par mail, Enzo Zidane n'a pas répondu à nos sollicitations.

Deux poids, deux mesures ?
L'entrepreneur local Pierre-Henri Noyer ne s'est pas vu, lui, proposer les mêmes conditions que Zidane lorsqu'il a voulu installer sa structure de padel.
À l'été 2024, il s'adresse à Rodez Agglomération avec dans l'idée d'installer une structure du même genre que celle de l'ancien champion du monde quoique sur une surface moins grande. *« Mon client souhaitait s'implanter dans un parc d'activité d'Onet-le-Château, mais les services lui ont dit qu'il ne pouvait pas et qu'il devait se positionner sur une zone dédiée aux loisirs dans le sud de l'agglomération à 200 mètres d'un concurrent déjà en activité »*, explique son conseil, Bertrand Courrech.



Le complexe de padel sera situé en face du terrain de foot du lycée agricole. © *Antoine Berlioz / Reporterre*

L'entrepreneur a découvert plus tard qu'un terrain avait été proposé à la célébrité du foot en zone agricole. Il conteste depuis le bail en justice et notamment l'avantage concurrentiel qui aurait été accordé à Zinédine Zidane. Le joueur, dont la fortune amassée lors de sa carrière dépasserait les 100 millions d'euros, profitera en outre d'un loyer de 1 650 euros par an sur quatre-vingt-dix-neuf ans, soit 137 euros par mois.
En guise de comparaison, la commune de Toulouges, en banlieue de Perpignan, a proposé à Zidane, pour un complexe de padel deux fois plus petit, un bail de soixante-dix ans pour 3 000 euros par mois, soit 20 fois plus qu'à Onet. *« C'est le prix du terrain divisé par le nombre d'années du bail »*, justifie la municipalité d'Onet-le-Château auprès de *Reporterre*. Cette somme ne sera donc remboursée à la commune qu'au bout d'un peu moins de cent ans. De quoi, entre-temps, largement rentabiliser l'investissement pour l'ancien meneur de jeu.

Un permis de construire contesté au tribunal

Ce choix d'implantation questionne Alexis César, qui était à la tête d'une liste de gauche et citoyenne à Onet-le-Château lors des élections municipales, et est aujourd'hui dans l'opposition. *« Pour nous, c'est une structure qui aurait pu être installée sur une zone d'activité déjà urbanisée, comme celle de Cantaranne, qui est aux deux tiers inoccupée »*, estime-t-il auprès de *Reporterre*.
Cette artificialisation, deux anciens élèves du lycée, Tristan et Aymeric, 19 ans, la regrettent également. Pour le premier : *« C'est une perte de surface, même si près des villes, il est difficile de préserver les terres agricoles »*, concède-t-il. Aymeric abonde : *« On compatit avec les paysans qui ne pourront pas s'y installer. »*
La position du directeur du lycée agricole, l'Agricampus La Roque, diffère quelque peu : *« On n'est pas catastrophés*, dit Frédéric Regourd. *Chaque fois qu'il y a des terres intéressantes, on essaie de les acheter, mais quand ça ne marche pas, on laisse tomber. »*

Si les contours du projet sont longtemps restés méconnus dans cette agglomération du nord de l'Aveyron, les manœuvres pour faire émerger le projet ont en tout cas fait réagir le collectif de préservation des terres agricoles du Rouergue, bien connu sur le territoire pour avoir lutté contre l'installation d'un parc des expositions sur une zone d'activité au sud de Rodez.
Le collectif a contesté le permis de construire au tribunal administratif de Toulouse en même temps que le Plui, qui entérine la modification de la parcelle en zone de loisirs.
« Ce qui m'a choquée, c'est l'attitude de la chambre d'agriculture, de la préfecture et des architectes des bâtiments de France, explique Claudine Bonhomme, présidente du collectif. *Tout le monde a émis un avis favorable pour le permis de construire alors que l'on cherche en vain l'intérêt public de l'équipement. »*



« Pour nous, c'est une structure qui aurait pu être installée sur une zone d'activité déjà urbanisée, comme celle de Cantaranne, qui est aux deux tiers inoccupée », estime Alexis César, conseiller municipal d'opposition à Onet-le-Château. © *Antoine Berlioz / Reporterre*

Notes

[1] Elle a été déclassée dans la nouvelle mouture du document d'urbanisme.
[2] Il s'agit d'un type de bail fait pour une durée de plus de 18 ans minimum et de 99 ans maximum.

Dorian CABROL et Antoine BERLIOZ (photographies)
10 juin 2026 (Reporterre)

« Un passage en force similaire à l'A69 » : contre l'A412, ils se perchent sur des engins de chantier



Le 8 septembre, deux personnes sont montées sur des engins de chantier sur le tracé de l'autoroute A412. Les opposants alertent sur l'irrégularité des premiers déboisements et veulent préserver les zones humides et agricoles du territoire.

Perrignier (Haute-Savoie), reportage
Depuis lundi 7 septembre et le début des travaux, qu'ils estiment illégaux, les opposants au projet d'autoroute A412, en Haute-Savoie, tentent littéralement d'enrayer la machine. Mardi 8 septembre en milieu de matinée, à la sortie de Perrignier, un homme au visage masqué est installé à califourchon au sommet d'une pelleteuse à l'arrêt. Là-haut, à l'ombre du bras articulé, il a une vue plongeante sur les dégâts de la veille : des arbres arrachés, des branches par terre. Surveillé par quelques gendarmes, il reste calme et lit un livre.
Au sol, ses camarades, une vingtaine vers 11 heures, oscillent entre inquiétude et admiration. *« On montre à la personne qu'elle est soutenue, et on vérifie que les gendarmes et le concessionnaire n'outrepassent pas leur droit »*, explique Joanna Linares, membre du collectif StopA412. Elle a grandi dans un hameau de l'autre côté de la route actuelle et du tracé de la future autoroute qui doit relier les villes de Machilly et Thonon-les-Bains. Les opposants soulignent l'inutilité d'une route qui doublera la ligne ferroviaire du Léman Express.

À la fin de la journée, deux personnes ont été emmenées en garde à vue : l'homme masqué et une femme – montée elle aussi sur une abatteuse lors d'une autre tentative de blocage pacifiste le même jour pour empêcher des défrichements, près de Brenthonne.

Le 28 août, le concessionnaire Amedea, filiale du groupe Eiffage, a obtenu l'autorisation environnementale de la préfecture de Haute-Savoie pour construire *« l'autoroute du Chablais »*. Les pro-autoroute vantent une infrastructure qui va désengorger un réseau routier qu'ils estiment saturé et améliorer la sécurité routière. Longue de 16,5 km, elle est prévue pour une mise en service en 2029. Depuis, tout s'est accéléré, au grand dam du maraîcher Jérôme Dethes.



Joanna Linares et Jérôme Dethes, photographiés sur l'une des zones déboisées depuis lundi 7 septembre, non loin de la parcelle agricole qui sert à produire du Reblochon. © *Lucas Martin-Brodzicki / Reporterre*

Expropriations

Il dénonce un *« passage en force similaire à ce qui s'est passé pour l'A69 »* entre Toulouse et Castres, car les expropriations (soit le fait que l'État contraigne un propriétaire à céder son bien pour la réalisation d'un projet reconnu d'utilité publique) sont toujours en cours. Ce que reconnaît d'ailleurs en partie le concessionnaire Amedea auprès de *Reporterre* : *« Nous avons acquis 1 300 parcelles, il en reste une centaine en phase d'expropriation. C'est la raison pour laquelle nous avons une autorisation administrative d'occupation temporaire pour effectuer des travaux préparatoires, en attendant leur acquisition. »* Or, selon les opposants, cet arrêté ne permettrait pas de toucher à l'intégrité des parcelles. La préfecture de Haute-Savoie n'a pas répondu à nos questions.

Face à ces opérations entachées d'irrégularités, Joanna et Jérôme nous emmènent voir plusieurs zones déjà déboisées. Chaque défrichement est documenté, photos à l'appui, en vue de constituer des preuves pour un futur référé-suspension porté par France Nature Environnement 74. Mais les deux opposants veulent aussi montrer tout ce qu'il reste à sauver. L'emprise totale du chantier est d'au moins 177 hectares, dont 70 de terres agricoles et 56 hectares de zones humides. Le Conseil national pour la protection de la nature a émis un avis défavorable à ce projet.

« Là, on est sur une parcelle qui sert à produire du lait pour le Reblochon », lâche l'homme longiligne, portant un t-shirt de la Confédération paysanne, syndicat agricole dont il est élu. En raison de l'humidité naturelle de ces sols, l'herbe est encore verte malgré l'été caniculaire qui se prolonge. *« Cette ferme est l'une des plus impactées, elle va perdre 15 hectares. Ces espaces-là devraient être conservés avec les sécheresses à venir »*, alerte-t-il. Ici, l'échangeur de Perrignier, l'un des trois de l'A412, pourrait bientôt faire partie du paysage.

Non loin de Bons-en-Chablais, dans la forêt parsemée de zones humides de Planbois qui se trouve elle aussi sur le tracé, on croise deux habitants en quête de champignons. L'un découvre que ses coins à cèpes sont officiellement menacés :

« Qu'est-ce qu'on peut faire ?

— Il faut se battre !, lui répond Joanna. Être sur le terrain, faire un don à la lutte, en parler autour de vous, comprendre que ce qui se passe est illégal… »



Les premiers arbres situés sur le tracé de l'autoroute A412, en Haute-Savoie, ont été abattus le lundi 7 septembre 2026. © *Lucas Martin-Brodzicki / Reporterre*

L'année dernière dans cette clairière, un opposant avait jeûné pendant 412 heures pour protester contre l'autoroute, raconte le journal *Le Messager*. Quelques poèmes et dessins en hommage aux lieux sont accrochés aux branches. *« De la résistance silencieuse »*, s'émeut Jérôme Dethes.


Autoroute A412 : des opposants veulent « paralyser l'avancée des engins » en Haute-Savoie

Lucas MARTIN-BRODZICKI
9 septembre 2026 (Reporterre)

Nouveaux pesticides interdits chez BASF



Nouvelle inspection citoyenne sur le site chimique de basf à genay (69)

Communiqué de presse – 30 juin 2026

Lundi matin, les Faucheuses et Faucheurs volontaires d'OGM se sont introduits dans les locaux du site chimique de BASF à Genay en vue d'une inspection citoyenne destinée à vérifier la présence de pesticides interdits en France.

Il a été découvert notamment un insecticide destiné à être commercialisé au Canada, le VERSYS, produit phytosanitaire contenant de l'afidopyropène, substance active interdite en Europe, et un autre insecticide destiné à être commercialisé au Brésil, l'EFFICON, à base de dimpropyridaz, cette fameuse substance active interdite repérée sur le même site en juin 2025.

Pour rappel, le dimpropyridaz est une matière active qui n'a jamais été autorisée en Europe, et qui a bénéficié d'une dérogation de 120 jours accordée par la ministre Genevard, et cela pour 2 insecticides : le Kadrion et le Verséon. C'est donc maintenant le ministre de l'agriculture qui se décrète agence d'évaluation.

À chaque inspection citoyenne réalisée chez BASF, que ce soit en mars 2022 et en juin 2025 à Genay, en novembre 2025 à St Aubin les Elbeuf, et encore ce lundi 29 juin à Genay, des pesticides interdits sont découverts dans leurs locaux.

Suite à l'action de juin 2025, des enquêtes ont été réalisées par la DREAL et la BNEVP. Aucune suite pénale n'a été prononcée contre cette multinationale. Que sont devenues ces enquêtes ? Que font la Préfecture et le ministère de l'agriculture ?

La seule réponse des Pouvoirs Publics, c'est d'envoyer les forces de l'ordre contre les Faucheuses et les Faucheurs Volontaires d'OGM. Que vaut une barrière renversée chez BASF, géant mondial de la chimie, face à l'écocide et l'homicide que provoquent les firmes agrochimiques et les biotechs qui continuent de s'enrichir en exportant leurs substances interdites « made in France », malgré tous les dommages humains et environnementaux que leur utilisation occasionne. C'est du colonialisme agrochimique.

Face à un contexte de déréglementation française (lois Duplomb et d'urgence agricole, dérogations accordées par la ministre de l'agriculture…) et européenne (Omnibus 10, NTOGM...), les citoyennes et citoyens sont de plus en plus nombreu.x.ses à se lever contre l'usage des pesticides. Les impacts de leur utilisation sont de plus en plus documentés.

Les Faucheuses et Faucheurs volontaires d'OGM :

- accusent BASF de provoquer en toute conscience homicides et écocides

- dénoncent la complicité du gouvernement et de la ministre de l'agriculture Genevard, et son irresponsabilité à décréter de nombreuses dérogations de pesticides CMR (1) ou/et interdits

- exigent de l'État qu'il prenne des mesures strictes pour empêcher la production et l'exportation de ces substances hautement toxiques, et que les pratiques de BASF soient condamnées.

1) CMR : Cancérigène, Mutagène et Reprotoxique